



WORKING
TOGETHER FOR
HEALTHY PEOPLE
AND A HEALTHY
PLANET



friends les amis
of europe de l'europe



Recommandations finales de
LiveWell for LIFE

Au menu aujourd'hui :
des choix alimentaires équilibrés
et durables

Une Planète en bonne santé pour des
Hommes en bonne santé.



LiveWell for LIFE est un projet pionnier qui vise à contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre de la chaîne d'approvisionnement alimentaire de l'Union européenne (UE), et à montrer ce à quoi pourrait ressembler des régimes alimentaires durables pour les différents pays européens.

Le rapport final issu du projet, baptisé « Au menu aujourd'hui : des choix alimentaires équilibrés et durables », a été rédigé par Brigitte Alarcon et Erik Gerritsen. Pour tout complément d'information concernant le projet et tous nos rapports, merci de bien vouloir consulter le site

livewellforlife.eu

ou nous contacter à l'adresse suivante :

infolivewell@wwf.org.uk



PARTENAIRES DU PROJET



WWF occupe une position de choix, au cœur des efforts internationaux visant à relever les défis environnementaux les plus importants du monde. Nous travaillons en collaboration avec les communautés, les entreprises et les gouvernements pour contribuer tant à l'épanouissement des hommes qu'à celui de la nature. Ensemble, nous protégeons le monde naturel, nous luttons contre le changement climatique et nous permettons aux hommes de n'utiliser que de leur juste part des ressources naturelles.

wwf.org.uk

wwf.eu



Friends of Europe – Les amis de l'Europe est un groupe de réflexion important qui cherche à favoriser la réflexion sur les défis politiques de taille, tant sur le plan international qu'europpéen. Nos publications éclairées et opportunes et nos débats animés offrent un accès à des informations et des analyses pointues. Nous encourageons les confrontations d'idées, processus indispensable à l'élaboration des politiques qui incite à une implication plus vaste dans l'avenir de l'Europe.

friendsofeurope.org

SOMMAIRE

SIGLES ET ABRÉVIATIONS	4
AVANT-PROPOS D'OLIVIER DE SCHUTTER	5
AVANT-PROPOS DE TONY LONG	7
SYNTHÈSE	8
CHAPITRE PREMIER : LIVEWELL FOR LIFE – OBJECTIFS ET ACCOMPLISSEMENTS	11
CHAPITRE 2 : PROUVER LES AVANTAGES DES RÉGIMES ÉQUILIBRÉS ET DURABLES	15
2.1 BONS POUR LA PLANÈTE	18
2.2 BONS POUR LA SANTÉ	23
2.3 BONS POUR LA DIVERSITÉ CULTURELLE	25
2.4 BONS POUR LE PORTE-MONNAIE	26
CHAPITRE 3 : VERS UN AUTRE RÉGIME POUR UN SYSTÈME ALIMENTAIRE DURABLE	27
3.1 LA TENDANCE CROISSANTE AUX RÉGIMES ALIMENTAIRES ÉQUILIBRÉS ET DURABLES	28
3.2 DE MEILLEURS RÉGIMES – COMPÉTENCE D'UN ÉTAT MEMBRE AVEC LE SOUTIEN DE L'UE	30
3.3 MESURES GOUVERNEMENTALES SUR L'INTERFACE DES RÉGIMES ALIMENTAIRES ÉQUILIBRÉS ET DURABLES	31
CHAPITRE 4 : OBSTACLES ET OPPORTUNITÉS DANS LE CADRE DES RÉGIMES ALIMENTAIRES DURABLES : CE QUE LES GOUVERNEMENTS PEUVENT FAIRE	35
4.1 PRINCIPALES OPPORTUNITÉS POUR LES RÉGIMES ALIMENTAIRES DURABLES	37
4.2 PRINCIPAUX OBSTACLES AUX RÉGIMES DURABLES	38
4.3 SOUTENIR LES INSTRUMENTS POLITIQUES POUR COMBLER LES LACUNES	39
4.3.1 MISE AU POINT D'UN CADRE DE POLITIQUE INTÉGRÉ PLUS COHÉRENT	40
4.3.2 CIBLES ET DONNÉES	41
4.3.3 PARTAGE DES MEILLEURES PRATIQUES	41
4.3.4 SOUTENIR LES PRIORITÉS COMMUNES EN MATIÈRE DE RECHERCHES ET DE DÉVELOPPEMENT	42
CHAPITRE 5 : MESURES POLITIQUES PARTICULIÈRES IDENTIFIÉES DANS LE CADRE DU PROJET LIVEWELL FOR LIFE	43
5.1 ÉDUCATION	44
5.2 MARCHÉS PUBLICS ÉCOLOGIQUES	46
RECOMMANDATIONS FINALES	49
ANNEXE 1 : SYNTHÈSE DES RECOMMANDATIONS EN MATIÈRE DE POLITIQUES VISANT À ENCOURAGER DES CHOIX ALIMENTAIRES PLUS DURABLES	52

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

- **BCFN** : Barilla Center for Food & Nutrition (Centre Barilla pour l'alimentation et la nutrition)
- **CLITRAVI** : Centre de Liaison des Industries Transformatrices de Viandes de l'UE
- **COPA-COGECA** : Agriculteurs européens et Coopératives européennes agricoles
- **DG** : Direction générale de la santé et des consommateurs (DG-Sanco)
- **CE** : Commission européenne
- **AESA** : Autorité européenne pour la sécurité alimentaire
- **EDD** : Éducation au service du développement durable
- **UE** : Union européenne
- **FBDG** : Recommandations nutritionnelles exprimées en termes d'aliments
- **HLF** : Forum de haut niveau pour une chaîne alimentaire plus performante
- **IPEE** : Institut pour une politique européenne de l'environnement
- **INRA** : Institut national de la recherche agronomique
- **LiveWell for LIFE** : Bien vivre pour réduire l'impact alimentaire en Europe
- **ONG** : Organisation non gouvernementale
- **AOP** : Appellation d'origine protégée
- **ECP** : Empreinte carbone des produits
- **IGP** : Indication géographique protégée
- **PNA** : Programme National pour l'Alimentation
- **PNNS** : Programme National Nutrition Santé
- **CPD** : Consommation et Production Durables
- **SEMCO** : Conseil suédois de gestion environnementale
- **SLV** : Agence suédoise de l'alimentation
- **STG** : Spécialité traditionnelle garantie
- **R-U** : Royaume-Uni
- **FAO** : Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
- **UNESCO** : Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture
- **TVA** : Taxe sur la valeur ajoutée

AVANT-PROPOS

OLIVIER DE SCHUTTER

LiveWell for LIFE aborde une problématique qui revêt une importance majeure pour notre société : comment pouvons-nous modifier nos habitudes alimentaires afin de minimiser notre impact sur l'environnement et d'améliorer notre santé, ce qui sera bénéfique tant pour nous que pour la planète ?

Le défi est de taille. L'industrialisation des systèmes alimentaires est devenue l'un des principaux facteurs du changement climatique. Une grande quantité d'énergie est requise pour produire des engrais et traiter, conditionner, transporter et conserver les denrées alimentaires.

Les systèmes alimentaires industrialisés encouragent également des régimes qui dépendent fortement de denrées alimentaires transformées et hypertransformées. Ce genre de production favorise une croissance rapide des maladies non transmissibles telles que le diabète de type 2, les cancers gastro-intestinaux ou les maladies cardiaques. Quelque 7 % des budgets de la santé des États membres de l'UE sont consacrés au traitement des maladies liées à l'obésité, et un enfant sur trois âgé de six à neuf ans est obèse ou en surpoids.

Ces impacts environnementaux et sanitaires négatifs sont désormais bien compris. Cependant, les systèmes alimentaires dominants sont inertes. Leur capacité à résister aux réformes est proportionnelle à l'ampleur des problèmes qu'ils occasionnent. Parmi les obstacles aux changements, on trouve les coûts d'investissement en technologies et infrastructures qui récompensent la « grandeur » et les économies d'échelle, ainsi que le poids économique et politique des intérêts en jeu.

Il est peut-être encore plus important de noter que les modes de vie et les régimes alimentaires ont évolué aux côtés du système alimentaire dominant. Nous sommes désormais habitués à dépenser de moins en moins d'argent pour notre alimentation. Nous menons un mode de vie surmené, marqué par de nombreux changements et des temps de trajet domicile-travail importants, qui ne laisse guère de temps libre pour cuisiner ou même acheter des denrées alimentaires saines. Nous vivons souvent au sein de familles monoparentales, et le repas familial est une espèce culturelle en voie de disparition.

Les aliments tout prêts sont par définition parfaitement adaptés à une civilisation qui a oublié que l'alimentation occupait une place centrale dans son bien-être. Une civilisation qui perçoit de plus en plus la nourriture comme un médicament plutôt que comme faisant partie de ce qui nous rend des êtres humains pleinement sociaux.

Le défi est de taille, mais il peut tout de même être surmonté.

Tout d'abord, de nouvelles alliances voient le jour étant donné que la crise est multidimensionnelle et qu'elle affecte tant la santé publique que l'environnement. Les ONG qui œuvrent pour l'environnement s'associent aux spécialistes de la santé publique pour exiger un changement. Les hommes politiques de gauche, qui ont le changement climatique à cœur, unissent leurs forces avec ceux à droite de l'échiquier politique, dont la principale préoccupation consiste à équilibrer le budget public et qui craignent une véritable explosion des coûts de la santé. Tant la société civile que les hommes politiques comprennent la nécessité d'ancrer les politiques dans la science plutôt que de les articuler autour d'une idéologie ou de routines établies qui perpétuent les affaires comme à l'accoutumée.

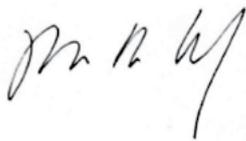
Par ailleurs, l'alimentation joue un rôle prépondérant dans notre vie. N'importe lequel d'entre nous peut par conséquent changer les choses. Les consommateurs sont en train de prendre conscience du pouvoir qu'ils détiennent, et les principaux distributeurs comprennent désormais que le public désire autre chose que des calories bon marché. Nous voulons des aliments qui nous nourrissent, qui nous

gardent en bonne santé et qui, produits de façon durable, sont sources de salaires équitables pour les ouvriers de toute la chaîne alimentaire.

Les chaînes alimentaires axées sur l'offre sont de plus en plus déterminées par les exigences des consommateurs qui se sont, à leur tour, complexifiées. En outre, les innovations sociales se développent de diverses manières. Elles comprennent les chaînes alimentaires courtes et l'agriculture soutenue par la communauté, les politiques d'approvisionnement responsables des écoles et des administrations publiques, les potagers urbains et un secteur de la restauration qui, ne se contentant plus de livrer des repas, s'occupe aussi de santé, de justice sociale et de durabilité environnementale.

En fin de compte, le changement est une question de pouvoir. Quelle importance revêtiront ces changements des pratiques de consommation ? Dans quelle mesure ces innovations sociales et l'émergence de systèmes alimentaires de substitution s'opposeront-elles au courant dominant ? Les politiques agroalimentaires futures continueront-elles d'être conçues en secret, au profit de quelques rares groupes de pression, ou seront-elles influencées par la participation des citoyens à l'échelle locale du conseil de la politique alimentaire ou du comité d'école jusqu'aux réformes à venir de la Politique agricole commune ?

Le rapport publié par *Les amis de l'Europe* et le WWF représente une contribution majeure à cette transformation de l'économie politique des systèmes alimentaires. Il fournit les outils nécessaires. Il formule tout un éventail de suggestions qui, si elles sont mises en œuvre, contribueraient pour beaucoup à améliorer les effets sanitaires des systèmes alimentaires de l'UE tout en réduisant simultanément les impacts de ces systèmes sur l'environnement. Je suis convaincu qu'il servira de référence sur le long terme et qu'il orientera les efforts de ceux qui cherchent à trouver de nouvelles solutions et qui exigent un changement.



Prof. OLIVIER DE SCHUTTER

Ancien Rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'alimentation (2008-2014)

Membre du Comité des droits économiques, sociaux et culturels de l'ONU (2015-2018)

Centre de Philosophie du Droit (CPDR)

Institut pour la recherche interdisciplinaire en sciences juridiques (JUR-I), Université de Louvain (UCL)

AVANT-PROPOS

TONY LONG

En 2011, *Les Amis de l'Europe* et le WWF ont décidé de s'attaquer de concert à deux des défis les plus importants en matière de politique auxquels la planète est aujourd'hui confrontée, à savoir la malnutrition et le changement climatique. La montée en puissance du régime alimentaire dit « occidental » porte une grande part de responsabilité en ce qui concerne ces deux problèmes. De plus, les effets sanitaires de l'obésité font aujourd'hui plus de victimes que la faim. L'année prochaine sera cruciale pour ces deux problèmes. En septembre 2015, les chefs d'État et de gouvernement se réuniront à New York pour décider des objectifs de développement pour l'après-2015. La lutte contre la malnutrition sera au cœur de ces objectifs. Quelques mois plus tard, à Paris, les leaders du monde entier se mettront d'accord sur la manière de redoubler les efforts internationaux visant à combattre le changement climatique.

Lorsque le WWF et *Les Amis de l'Europe* ont donné le coup d'envoi au projet LiveWell for LIFE il y a trois ans, nous savions que, tant sur le plan sanitaire qu'environnemental, poursuivre la tendance à la consommation alimentaire au sein de l'UE ne serait pas viable. Cependant, certaines incertitudes planaient sur ce qui pourrait bien remplacer ce modèle de consommation.

Dès le début, LiveWell a montré la voie à suivre : consommer moins, consommer mieux, minimiser notre impact sur la planète et mener une vie meilleure, plus saine. Ces messages sont clairs. Aujourd'hui, malheureusement, l'optimisme de cette vision n'apparaît pas si clairement chez les gouvernements européens. D'autres priorités en matière de politiques portent atteinte à ce programme malgré le potentiel économique et commercial important que revêtent des régimes alimentaires plus équilibrés et plus durables.

Le projet LiveWell a toutefois engagé un débat politique qui a pris de l'ampleur. Les citoyens européens font de plus en plus le lien entre leur propre mode de vie, leur santé personnelle et l'avenir de la planète. Ils s'attendent à ce que les dirigeants d'entreprise et les chefs d'État et de gouvernement veillent à ce que les conditions pour une meilleure consommation alimentaire soient satisfaites. Le présent rapport témoigne de cette sensibilisation croissante. J'espère que cette lecture vous permettra d'approfondir votre réflexion sur ces nouvelles considérations.



Tony Long

Directeur, Bureau des Politiques européennes du WWF et membre du comité directeur de LiveWell for LIFE

SYNTHÈSE

LiveWell for Low Impact Food in Europe (« Bien vivre pour réduire l'impact alimentaire en Europe » ou LiveWell for LIFE) est une initiative qui a été lancée en 2011 dans le but de contribuer à réduire les émissions de gaz à effet de serre de l'Union européenne (UE) produites par la chaîne d'approvisionnement alimentaire à un niveau inférieur à celui atteint en 1990 d'ici 2020, conformément aux conventions internationales.



SYNTHÈSE

Financé par le programme LIFE+ de la Commission européenne (CE), LiveWell for LIFE est un projet pionnier qui a non seulement pour objectif de montrer comment des régimes alimentaires à faible bilan carbone peuvent contribuer à une réduction d'au moins 25 % des émissions de gaz à effet de serre en provenance de la chaîne d'approvisionnement alimentaire de l'UE, mais aussi comment ces régimes peuvent être équilibrés, nutritifs et abordables. Le projet a également pour objectif d'influencer les politiques et les pratiques pour faciliter l'adoption de régimes alimentaires à faible bilan carbone au sein de l'UE et en particulier dans nos pays pilotes, à savoir la France, l'Espagne et la Suède et, en fin de compte, d'inscrire le thème des régimes alimentaires durables à l'ordre du jour des politiques de l'UE.

Les travaux de LiveWell for LIFE se fondent sur une collaboration avec le Réseau européen des parties prenantes dans le domaine de l'alimentation qui se compose de décideurs politiques, de représentants de la distribution alimentaire, d'agriculteurs, de producteurs alimentaires, du secteur de la santé, d'universitaires et de la société civile qui ont apporté leur contribution à chaque étape du projet. Ensemble, nous sommes parvenus avec succès à accomplir les choses suivantes :

1. Grâce à l'élaboration de l'Assiette LiveWell, nous avons prouvé qu'en apportant des modifications étonnamment simples à nos choix alimentaires quotidiens, ces choix permettraient d'améliorer la santé publique tout en restant abordables et en réduisant l'impact que nos habitudes alimentaires ont sur le climat.
2. Nous avons dressé la liste des 24 opportunités et obstacles principaux à l'adoption de régimes alimentaires équilibrés et durables au sein de l'UE que les consommateurs, les décideurs politiques et les entreprises sont susceptibles de rencontrer.
3. Nous avons découvert un éventail d'options politiques disponibles et réalisables pour l'UE, afin d'encourager la transition vers des régimes alimentaires à faible bilan carbone.
4. Nous avons mené une étude d'impact économique de l'adoption des régimes alimentaires durables d'ici 2020 en fonction de différents scénarios.
5. Nous avons demandé à notre Réseau européen des parties prenantes dans le domaine de l'alimentation d'élaborer des parcours de mise en œuvre vers l'adoption de régimes alimentaires durables.

La contribution du Réseau européen des parties prenantes dans le domaine de l'alimentation, alliée aux recherches menées par LiveWell for LIFE, ont aidé à identifier les politiques et les initiatives qui pourraient permettre de concrétiser l'avènement de régimes alimentaires durables au sein de l'UE.

Nous lançons un appel à l'ensemble de la chaîne alimentaire afin qu'elle soutienne les huit recommandations suivantes en matière de politiques pour contribuer à des régimes alimentaires équilibrés et durables :



1. **Mettre en œuvre des politiques dites « sans regret »** : nous pensons que les trois options de politiques suivantes auront un impact important, qu'elles seront rentables et acceptables sur le plan politique. Leur déploiement devrait être une priorité.



- a) Réviser les consignes alimentaires nationales en tenant compte du concept de durabilité et des objectifs d'atténuation des émissions de gaz à effet de serre : nous avons montré que les régimes alimentaires équilibrés et les régimes alimentaires durables se recoupent de manière importante. Cependant, il existe des compromis déterminants entre santé et environnement, et le fait de consommer des aliments sains n'est pas toujours synonyme d'avantages pour le climat. Les gouvernements nationaux doivent élaborer des politiques visant à donner des consignes alimentaires plus équilibrées et mieux intégrées sur les régimes alimentaires équilibrés et durables.



- b) Renforcer les Marchés publics verts : nous voulons rendre obligatoires les Marchés publics écologiques dans l'industrie alimentaire et la restauration. Le secteur public européen pèse de tout son poids sur la chaîne alimentaire, créant de nouveaux marchés et favorisant une économie de qualité. Un examen poussé des consignes en matière de Marchés publics écologiques de l'UE devrait être une priorité, dans le but de fixer des normes environnementales minimales contraignantes en matière d'approvisionnement alimentaire public.



- c) Soutenir l'éducation dans le domaine de l'alimentation : nous voulons trouver de nouvelles idées pour reconnecter les gens aux origines de leurs aliments de sorte qu'ils puissent faire des choix mieux avisés. Les gouvernements doivent veiller à ce que les activités telles que la cultivation des produits, les visites de fermes et les cours de cuisine soient disponibles dans toutes les écoles et ne dépendent pas d'initiatives locales ou des frais de scolarité. Les politiques alimentaires des écoles, tant au plan national qu'à l'échelle de l'UE devraient fournir aux élèves des repas équilibrés et durables. Nous avons besoin de mieux éduquer les jeunes pour encourager des habitudes alimentaires équilibrées, une bonne diversité des aliments et la durabilité environnementale.



- 2. Mettre à jour les politiques agricoles et nutritionnelles et les consolider en une politique alimentaire durable :** nous pensons que les valeurs environnementales, économiques et sociales devraient influencer davantage la production et la consommation alimentaires. Les gouvernements devraient consulter un large éventail de parties prenantes de l'industrie alimentaire afin d'élaborer une vision commune à long terme de ce qui constitue un système alimentaire durable. Ces idées comprennent une meilleure intégration des politiques liées à l'alimentation (en particulier l'intégration de l'agriculture, de l'environnement et de la santé), et le fait de déterminer ce que les institutions de l'UE, les collectivités locales et les gouvernements nationaux font de mieux et comment ils peuvent collaborer pour de meilleurs résultats.



- 3. Renforcer l'action préventive sur les maladies non transmissibles liées à l'alimentation :** nous avons constaté que les régimes alimentaires équilibrés et durables se renforcent mutuellement ; ainsi, le maintien et le renforcement de l'action préventive actuelle en matière d'obésité et de surpoids seraient bénéfiques tant pour la santé publique que pour l'environnement.



- 4. Mieux mettre à profit la gouvernance économique :** nous voulons mettre davantage l'accent sur les politiques économiques ainsi que sur l'information. Les principes du pollueur-payeur et de l'utilisateur-payeur doivent être mieux appliqués dans le domaine de la politique alimentaire. Le coût environnemental et sanitaire de la production et de la consommation alimentaires devrait être reflété dans la gouvernance macroéconomique.



- 5. La politique relative à la concurrence ne devrait pas occulter les objectifs en matière de durabilité :** nous souhaitons que la CE et les États membres de l'UE trouvent un accord sur la manière dont la politique dans le domaine de la concurrence de l'UE est susceptible de fournir un environnement de marché équitable. Nous voulons également établir des cadres prévisibles pour des normes minimales et encourager les entreprises les plus performantes dans le domaine de la santé et de l'environnement.



- 6. Rechercher les synergies locales-globales :** nous savons bien qu'atteindre une consommation alimentaire durable qui améliore la nutrition tout en luttant contre le changement climatique représente un défi mondial, mais il nous faut également penser à la manière dont les initiatives couronnées de succès peuvent être reproduites en dehors de l'Europe. Les États membres de l'UE doivent également faire bon usage des dynamismes aux niveaux locaux et veiller à ce qu'ils soient employés en faveur d'objectifs internationaux en matière de développement, de santé et de nutrition, et de durabilité environnementale.



- 7. Veiller à un cadre politique favorable et cohésif :** nous souhaitons que les gouvernements mettent en place des mesures pour soutenir l'action éclairée de l'ensemble des parties prenantes et assurer le suivi de leurs progrès. La CE devrait mettre à profit ses plateformes existantes afin d'échanger les meilleures pratiques entre les États membres et les autres parties prenantes. Les indicateurs actuels pourraient permettre de mieux cerner si la tendance est vraiment à la transition vers des régimes alimentaires plus équilibrés et plus durables.



- 8. Veiller à la responsabilisation de la chaîne alimentaire :** nous souhaitons que l'industrie soit un partenaire de premier plan et qu'elle encourage davantage les régimes alimentaires équilibrés et durables. Les engagements volontaires devraient être étayés par des objectifs réalistes. Si ceux-ci ne sont pas atteints, les gouvernements doivent se tenir prêts à intervenir par le biais de réglementations.

Pour plus de détails concernant ces recommandations, merci de bien vouloir consulter la version intégrale de notre rapport.

CHAPITRE PREMIER : LIVEWELL FOR LIFE – OBJECTIFS ET ACCOMPLISSEMENTS

LiveWell for LIFE joue un rôle clé dans le débat sur les régimes alimentaires durables en Europe. Le projet se penche sur la santé, la nutrition, l'empreinte carbone et le caractère abordable des produits, et montre que des régimes alimentaires équilibrés à faible bilan carbone peuvent nous aider à réduire les émissions de gaz à effet de serre en provenance de la chaîne d'approvisionnement alimentaire de l'UE.



CHAPITRE PREMIER : LIVEWELL FOR LIFE – OBJECTIFS ET ACCOMPLISSEMENTS

Le projet contribue à cette vision à long terme, en montrant ce à quoi ressemblent des régimes durables pour les États membres de l'UE, en ouvrant la voie à un cadre de politique favorable, en élaborant des parcours de mise en œuvre tangibles pour les régimes durables et en faisant la promotion à travers toute l'Europe. Ce projet pionnier œuvre de concert avec le Réseau européen des parties prenantes dans le domaine de l'alimentation, qui se compose de décideurs politiques, de représentants de la distribution alimentaire, d'agriculteurs, de producteurs alimentaires, du secteur de la santé, d'universitaires et de la société civile qui ont apporté leur contribution à chaque étape du projet.

Les travaux de LiveWell for LIFE ont mené à des recherches précieuses concernant ce qui pourrait constituer des régimes alimentaires équilibrés et durables. Nous avons également identifié un ensemble de recommandations politiques permettant aux décideurs politiques, aux entreprises, aux consommateurs et aux autres acteurs de la chaîne alimentaire de promouvoir et de soutenir des régimes équilibrés et durables en recourant à des mesures qui sont faciles à mettre en œuvre, rentables, largement acceptées et qui seront partout applicables au sein de l'UE.

LiveWell for LIFE et le Réseau européen des parties prenantes dans le domaine de l'alimentation sont parvenus à réaliser les cinq mesures suivantes :

1. Assiettes LiveWell :

LiveWell for LIFE a montré que quelques réglages étonnamment simples apportés à nos choix alimentaires quotidiens permettraient d'améliorer la santé publique, tout en restant abordables et en réduisant l'impact de nos habitudes alimentaires sur le climat. Cela a été démontré par la réalisation d'une Assiette LiveWell, qui s'appuie sur le concept de l'outil nutritionnel baptisé « *Eatwell Plate* » au Royaume-Uni. Il s'agit d'une présentation visuelle d'une alimentation saine et durable qui illustre les types et les quantités d'aliments dont a besoin un adulte moyen pour que son régime alimentaire soit à faible bilan carbone, tout en restant viable sur le plan nutritionnel.

Avant le lancement du projet, une assiette LiveWell avait été mise au point pour le Royaume-Uni par le WWF-Royaume-Uni. Afin de veiller à ce que les assiettes LiveWell présentent des régimes alimentaires qui soient non seulement bénéfiques pour le climat mais aussi largement acceptables et faciles à adopter, le WWF-Royaume-Uni a cherché à faire une proposition qui soit abordable et conforme tant aux recommandations nutritionnelles nationales qu'aux préférences culinaires. Les recherches ont montré qu'il était possible de procéder à une évolution vers une alimentation saine à faible bilan carbone qui permettrait au Royaume-Uni d'atteindre ses objectifs en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Par la suite, LiveWell for LIFE a cherché à savoir si ce résultat positif pourrait être reproduit dans les pays européens ayant des préférences alimentaires différentes.

Trois autres assiettes LiveWell furent donc mises au point pour aider à déterminer des régimes à faible bilan carbone propres à la Suède, à la France et à l'Espagne (ci-après dénommés « les pays pilotes »). Les assiettes LiveWell ont montré que les régimes à faible bilan carbone pourraient là aussi être mis en place tout en restant abordables et conformes aux recommandations nutritionnelles nationales ainsi qu'aux préférences culinaires. Pour obtenir un complément d'information concernant le travail effectué pour mettre au point les assiettes LiveWell, veuillez consulter le chapitre 3.

2. Obstacles et Opportunités :

LiveWell for LIFE a identifié 24 opportunités et obstacles principaux à l'adoption de régimes alimentaires équilibrés et durables au sein de l'UE que les consommateurs, les décideurs politiques et les entreprises sont susceptibles de rencontrer. Ces recherches, menées par le biais d'une étude documentaire entre les mois de décembre 2012 et de janvier 2013, ont porté sur les publications des gouvernements et des organismes internationaux, ainsi que sur celles d'organisations commerciales et de groupes de la société civile. Des entretiens, questionnaires et discussions dans le cadre du deuxième atelier LiveWell for LIFE, qui s'est tenu au mois de mars 2013 à Bruxelles grâce au travail des membres du Réseau européen des parties prenantes dans le domaine de l'alimentation de LiveWell, sont venus compléter ces recherches.



Les habitudes, les connaissances limitées et l'impression des consommateurs qu'un régime alimentaire durable coûte plus qu'un régime classique ont été identifiées comme étant les principaux obstacles à l'adoption de régimes alimentaires durables. Parallèlement, des opportunités ont aussi été identifiées, notamment la perspective d'économiser de l'argent sur l'alimentation, la satisfaction des attentes sociétales et l'investissement dans sa propre santé. *Adopter des régimes équilibrés et durables – opportunités et obstacles majeurs*¹. Pour lire une synthèse de nos conclusions, merci de vous reporter au chapitre 5.

3. Options en matière de politiques publiques :

LiveWell for LIFE a demandé à l'Institut pour une politique européenne de l'environnement (IPEE) de mener une étude sur les options en matière de politiques publiques qui soutiendraient une transition vers des régimes alimentaires plus durables en Europe. Ses travaux, menés en collaboration avec bxl-law, cherchaient à montrer l'éventail d'options de politiques de l'UE qui sont à la fois disponibles et réalisables pour encourager une transition vers des régimes alimentaires plus durables et à plus faible bilan carbone. Ces travaux se sont concentrés tout particulièrement sur les options de politiques à court terme, mais ont également souligné celles qui étaient pertinentes sur le moyen à long terme. L'IPEE a dressé une liste de politiques susceptibles de s'appliquer à l'échelle de l'UE ainsi qu'une liste de mesures particulières à mettre en œuvre afin que ces politiques soient couronnées de succès. Voici les conclusions de l'IPEE :

- Diverses politiques sont nécessaires pour aborder la myriade de facteurs déterminants si nous voulons permettre une transition vers des régimes alimentaires durables.
- Les questions relatives à la consommation durable concernant l'alimentation sont délicates sur le plan politique.
- Les problèmes relatifs aux coûts des aliments représentent une inquiétude croissante et significative dans la plupart des pays de l'UE.
- Les consommateurs ne sont pas tous d'accord sur ce qui constitue une alimentation « durable ». En l'absence d'une définition convenue de ce qui constitue une alimentation durable, il est difficile d'engager des initiatives visant à promouvoir des modèles de consommation plus durables.
- Nombreux sont les facteurs qui affectent la production alimentaire durable. C'est pour cette raison qu'il est difficile de mettre en place ces mesures de politiques et que le risque d'effets négatifs inattendus est élevé.
- Peu d'évaluations ont été menées quant à la réussite des différentes mesures de politiques visant à changer la durabilité de la consommation, de la production et de l'approvisionnement.

Vous trouverez une liste exhaustive des politiques que l'IPEE a identifiées en Annexe 1. Les principales politiques font aussi l'objet d'un examen au chapitre 5.

4. Étude d'impact économique :

LiveWell for LIFE a engagé Civic Consulting afin que soit menée une étude d'impact socio-économique de l'adoption de régimes alimentaires durables d'ici 2020 en fonction de divers scénarios. En s'appuyant sur deux rapports précédemment publiés par LiveWell for LIFE, à savoir *Un équilibre des choix alimentaires sains et durables pour la France, l'Espagne et la Suède (2012)* et *Adopter des régimes équilibrés et durables – opportunités et obstacles majeurs (2013)*, la modélisation économique de Civic Consulting s'est penchée sur les impacts se rapportant à la chaîne alimentaire, au climat et aux problèmes de santé liés à l'obésité, et a testé l'aspect pratique de certaines options de politiques clés au sein de l'UE et dans les trois pays pilotes de LiveWell. Il en est ressorti les constatations suivantes :

- L'adoption, par les consommateurs de l'UE, de régimes conformes aux recommandations de l'Assiette LiveWell pourrait engendrer des avantages importants en termes de réduction des impacts environnementaux, tout

¹ LiveWell for LIFE, 2013. Adopter des régimes équilibrés et durables – opportunités et obstacles majeurs, Disponible en ligne à l'adresse <http://livewellforlife.eu/opportunitiesand-barriers> [Consulté au mois d'octobre 2014].

particulièrement par rapport aux gaz à effet de serre et au bilan azoté, ainsi que des améliorations en matière de santé publique.

- Pour encourager des régimes alimentaires équilibrés et durables au sein de l'UE, l'option la plus importante et la plus facile à réaliser parmi celles qui ont été mises à l'essai consiste en l'élaboration de stratégies alimentaires durables à l'échelle nationale à l'aide d'une combinaison de politiques pertinentes.
- Un système d'étiquetage de l'impact environnemental des produits alimentaires pourrait faire partie d'une stratégie nationale en matière d'alimentation durable.
- Par ailleurs, il est indispensable d'éduquer les populations sur les aliments, la nutrition et l'environnement, ce qui pourrait s'avérer moins coûteux que d'autres options.
- Il n'existe aucune manière simple de savoir si les avantages des mesures fiscales l'emportent sur les défis, qu'il s'agisse d'un taux d'impôt plus élevé sur les denrées alimentaires ne participant pas à une alimentation saine ou ayant un impact environnemental plus élevé, ou d'un taux de TVA moindre sur les aliments sains au coût environnemental plus faible. Il est nécessaire de procéder à une étude d'impact exhaustive sur toute mesure fiscale particulière envisagée.
- Davantage de recherches doivent être menées pour découvrir les facteurs déterminants les plus importants des régimes alimentaires équilibrés et durables.

5. Élaboration de parcours de mise en œuvre :

Nous avons demandé à notre Réseau européen des parties prenantes dans le domaine de l'alimentation d'élaborer des parcours de mise en œuvre vers l'adoption de régimes alimentaires durables. Ces travaux ont été effectués à la fois par le truchement d'une série de réunions à l'échelle nationale dans les pays pilotes, et pendant notre troisième et dernier atelier à Bruxelles au mois de juin 2014. Les participants aux ateliers ont choisi jusqu'à quatre initiatives qu'ils considéraient comme les plus prometteuses au vu de leurs propres expériences et connaissances et en se fondant sur les conclusions des recherches menées par l'IPEE et Civic Consulting. Ils ont ensuite élaboré une feuille de route pour trouver un plan d'action menant à leur réalisation aux alentours de 2020. Vous trouverez des renseignements concernant ces parcours de mise en œuvre et ces principales politiques au chapitre 6.

Au début de LiveWell for LIFE, les régimes alimentaires durables ne faisaient que peu l'objet de discussions entre les décideurs politiques et les producteurs alimentaires de l'UE. Depuis, un nombre croissant d'acteurs européens ont commencé à s'intéresser à cette question. Voici quelques exemples d'évolutions essentielles suite à nos travaux ayant bénéficié de l'aide des conclusions de LiveWell :

1. La CE a publié une consultation sur la Durabilité du système alimentaire qui s'est déroulée de juillet à octobre 2013. Cette consultation, qui devait se pencher principalement sur les déchets alimentaires, a également porté sur la question de la consommation d'aliments durables. La Communication n'a toujours pas été publiée à l'époque où le présent rapport est mis sous presse.
2. À l'automne 2013, les membres de l'équipe de LiveWell ont participé au lancement d'un groupe de pilotage multipartite de Députés européens sur la durabilité alimentaire intitulé « *EU Food Sense: your right to the right food* » (votre droit à une bonne alimentation). Ce détail est important, car il s'agit du premier groupe sur ce sujet au Parlement européen. EU Food Sense « tâchera d'instaurer un ensemble de principes directeurs sur un régime alimentaire durable en mettant l'accent sur la réduction de la consommation de viande, qui est l'aliment le plus gourmand en ressources. EU Food Sense facilitera le débat avec les autres institutions européennes, les parlements nationaux et un nombre croissant d'ONG qui sont actives dans ce domaine² ».
3. Début 2014, le Forum de haut niveau pour une chaîne alimentaire plus performante (HLF) de la CE a rédigé une déclaration ambitieuse des parties prenantes de la chaîne alimentaire intitulée « *Actions towards a more sustainable European food chain* » (mesures vers une chaîne alimentaire européenne plus durable). Soutenue par un nombre d'organisations commerciales influentes, cette déclaration désigne la consommation comme priorité transversale et apporte un appui solide à l'inclusion d'une consommation alimentaire durable dans la Communication de la CE sur la manière de bâtir un « Système alimentaire durable » en Europe.

Les chapitres suivants apportent un complément d'information sur les régimes alimentaires durables et les travaux menés dans le cadre du projet LiveWell. Il incombe à présent à l'ensemble de la chaîne alimentaire de l'UE, y compris aux décideurs politiques à l'échelle tant nationale que de l'UE et aux représentants de la société civile, de consolider les extraits de LiveWell for LIFE et de concrétiser les recommandations du projet qui sont énumérées au chapitre 6.

² EU Food Sense. Disponible en ligne à l'adresse suivante : <http://www.eufoodsense.com/background/4581192649> [Consulté pour la dernière fois au mois d'octobre 2014]

CHAPITRE 2 : PROUVER LES AVANTAGES DES RÉGIMES ÉQUILIBRÉS ET DURABLES

Suite au Sommet Rio+20, les gouvernements ont reconnu, dans le document intitulé *L'avenir que nous voulons* : « Nous savons que la sécurité alimentaire et la nutrition sont devenues des problèmes mondiaux qu'il faut régler d'urgence et, à cet égard, nous réaffirmons également notre engagement d'améliorer la sécurité alimentaire et l'accès à une alimentation saine et nutritive en quantité suffisante pour les générations présentes et futures³ ». La sécurité alimentaire et la nutrition sont devenues des enjeux mondiaux auxquels il faut répondre d'urgence pour de nombreuses raisons.



CHAPITRE 2 : PROUVER LES AVANTAGES DES RÉGIMES ÉQUILIBRÉS ET DURABLES

Les Nations unies prévoient tout d'abord que la population mondiale atteindra les 8,92 milliards d'habitants en 2050, avant de culminer à 9,22 milliards en 2075⁴. Ceci, associé à l'émergence mondiale d'une classe moyenne croissante qui aspire à des modes de vie occidentaux, et en particulier à des régimes alimentaires occidentaux, favorisera la concurrence pour des ressources de plus en plus rares, telles que les sols et l'eau. La sécurité alimentaire, énergétique et celle de l'eau sont inextricablement liées, et des mesures prises dans un de ces domaines ont tendance à affecter l'un ou les deux autres. Les compromis entre ces trois objectifs seront de plus en plus monnaie courante en raison de l'expansion d'une classe moyenne à l'échelle mondiale. L'agriculture joue un rôle clé car elle est aujourd'hui responsable de 70 % de la consommation mondiale d'eau douce (soit plus de deux fois la part de 23 % que représente la consommation de l'industrie), de 30 % de la consommation en énergie primaire et de 24 % des émissions de gaz à effet de serre produites par l'homme⁵.

Les rendements agricoles croissants, y compris la production alimentaire, contribueront à nourrir une population mondiale en constante augmentation. Cependant, les impacts environnementaux négatifs associés à l'agriculture traditionnelle, en particulier l'érosion des sols et le changement climatique, pourraient accroître considérablement la vulnérabilité de notre système alimentaire et déboucher sur des prix alimentaires plus instables.

Ce qui, pour finir, ne serait pas nécessairement synonyme d'une distribution plus équitable de ces aliments. Aujourd'hui, alors que quelque 805 millions de personnes à travers le monde n'ont pas assez à manger pour mener une vie active saine⁶, plus de 1,4 milliard d'adultes âgés de 20 ans et plus sont en surpoids car ils consomment trop de calories⁷. Le nombre de personnes atteintes de diabète, l'un des indicateurs les plus fiables d'un mauvais régime alimentaire, a doublé entre 1990 et 2010. D'après l'Organisation mondiale de la Santé, le diabète deviendra la septième cause de mortalité en 2030⁸. De plus, les recherches commanditées par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ont révélé qu'un tiers de tous les aliments produits par l'homme est gaspillé⁹.

Toutes ces problématiques suggèrent une réponse qui va au-delà du paradigme traditionnel consistant simplement à produire davantage pour nourrir la population mondiale. Nous avons besoin d'une combinaison de types de production alimentaire durable pour un système alimentaire plus juste et plus résilient.

Le FAO définit les régimes durables comme suit : « Les régimes alimentaires durables sont des régimes alimentaires ayant de faibles conséquences sur l'environnement et qui contribuent à la sécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi qu'à une vie saine pour les générations présentes et futures. Les régimes alimentaires durables contribuent à protéger et à respecter la biodiversité et les écosystèmes, sont culturellement acceptables, économiquement équitables et accessibles, abordables, nutritionnellement sûrs et sains, et permettent d'optimiser les ressources naturelles et humaines ».¹⁰

³ *L'avenir que nous voulons*. Disponible en ligne à l'adresse suivante : <http://www.uncsd2012.org/content/documents/727The%20Future%20We%20Want%2019%20June%201230pm.pdf> [Consulté pour la dernière fois au mois d'octobre 2014]

⁴ Département des affaires économiques et sociales des Nations unies, *World Population to 2300*. Disponible en ligne à l'adresse suivante : <http://www.un.org/esa/population/publications/longrange2/WorldPop2300final.pdf> [Consulté pour la dernière fois au mois d'octobre 2014]

⁵ David Molden, *Water for food Water for life, A comprehensive Assessment of Water Management in Agriculture*. Disponible en ligne à l'adresse suivante : <http://www.routledge.com/books/details/9781844073962/> [Consulté pour la dernière fois au mois d'octobre 2014]

⁶ FAO, FIDA et PAM. 2014. *L'État de l'insécurité alimentaire dans le monde 2014. Créer un environnement plus propice à la sécurité alimentaire et à la nutrition*. Disponible en ligne à l'adresse suivante : <http://www.fao.org/3/a-i4030f.pdf> [Consulté pour la dernière fois au mois d'octobre 2014]

⁷ Centre des médias de l'OMS. Chiffres pour 2008, OMS, *Obésité et surpoids, Aide-mémoire N°311*, mise à jour en août 2014. Disponible en ligne à l'adresse suivante : <http://www.who.int/mediacentre/factsheets/fs311/en/> [Consulté pour la dernière fois au mois d'octobre 2014]

⁸ Centre des médias de l'OMS. Diabète, *Aide-mémoire N°312*, mise à jour en novembre 2014. Disponible en ligne à l'adresse suivante : <http://www.who.int/mediacentre/factsheets/fs312/en/> [Consulté pour la dernière fois au mois d'octobre 2014]

⁹ Le FAO et Messe Düsseldorf mènent l'initiative SAVE FOOD – *L'initiative mondiale de réduction des pertes et gaspillages alimentaires* <http://www.fao.org/3/a-i4068e.pdf>

¹⁰ FAO, *Régimes alimentaires soutenables et biodiversité, Directions et solutions pour des politiques, la recherche et l'action. Délibérations du Symposium Scientifique International, Biodiversité et régimes alimentaires durables, Unis contre la faim*, 3-5 novembre 2010. Siège du FAO, Rome <http://www.fao.org/docrep/016/i3004e/i3004e.pdf>

Cette définition a orienté les travaux de LiveWell for LIFE en montrant les avantages significatifs susceptibles de découler de l'adoption généralisée de régimes alimentaires équilibrés et durables. LiveWell for LIFE a élaboré un ensemble de six principes visant à faciliter l'adoption de régimes alimentaires qui contribuent à freiner le changement climatique, qui sont bons pour la santé, n'entraînent pas de gaspillage et encouragent la consommation d'aliments produits conformément à des normes environnementales et sociales élevées.

Ce chapitre résume certaines des conclusions principales sur les quatre conditions clés d'après lesquelles nous nous sommes engagés à tester la viabilité des Assiettes LiveWell : la réduction des impacts climatiques, la réduction des impacts sanitaires, la conformité aux préférences alimentaires nationales et le caractère abordable de ces assiettes.

LiveWell for LIFE 6 principes

1 Mangez plus de végétaux



4 Modérez votre consommation de viande



2 Ayez une alimentation variée



5 Achetez si possible des aliments qui répondent à une norme certifiée crédible



3 Gaspillez moins de nourriture



6 Mangez moins d'aliments riches en matières grasses, sel et sucre



CHAPITRE 2.1 BONS POUR LA PLANÈTE

Notre façon de produire et de consommer les aliments a un impact majeur sur notre empreinte écologique et le fait que nous dépassons les capacités de tolérance de l'environnement. Les trois limites de la planète que l'humanité a dépassées avec le plus d'audace, à savoir la perte de biodiversité, la pollution par l'azote réactif et le changement climatique, entretiennent toutes des liens inextricables avec nos systèmes alimentaires¹¹.

Le projet LiveWell for LIFE cherche à soutenir une réduction des émissions de gaz à effet de serre en provenance de la chaîne alimentaire de l'UE : Au mois d'avril 2014, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a lancé un avertissement au sujet du double défi significatif pour les secteurs alimentaire et agricole en matière de changement climatique¹². Ces deux secteurs ont besoin de freiner leur contribution importante aux émissions, tout en s'adaptant aux effets souvent négatifs du changement climatique dans nombre de régions.

Le GIEC a souligné l'importance d'une meilleure efficacité en matière de consommation alimentaire en déclarant : « Les mesures côté demande, telles que les changements de régimes et les réductions des pertes de la chaîne d'approvisionnement alimentaire, ont un potentiel important, quoiqu'incertain, de réduire les émissions de gaz à effet de serre imputables à la production alimentaire (preuves moyennes, accord moyen) ».

En Europe, 15 % des émissions de gaz à effet de serre de l'UE sont imputables à la consommation d'aliments et de boissons¹³. La capacité de meilleurs régimes alimentaires à produire des émissions plus faibles est bien connue : ainsi par exemple, une étude menée par la CE en 2012 a révélé que, si tous les Européens suivaient des consignes en matière d'alimentation saine, les émissions de gaz à effet de serre s'en verraient réduites de 30 % par rapport à la consommation actuelle¹⁴.

En élaborant des assiettes LiveWell, nous avons montré qu'il était possible de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 25 % en France, en Espagne et en Suède par rapport à leur niveau actuel, en apportant des changements relativement minimes à l'alimentation. Dans ces trois pays, les niveaux de consommation de viande et d'aliments riches en sel, en matières grasses et en sucre dépassent les recommandations pour une alimentation saine. La seule réduction de la consommation de viande à des niveaux sains permettrait d'atteindre presque la totalité des réductions nécessaires d'émissions. Le potentiel de procéder à des réductions supplémentaires existe bel et bien : pour ces trois pays, des réductions allant jusqu'à 70 % sont réalisables tout en continuant de satisfaire aux consignes alimentaires nationales¹⁵. Cependant, étant donné que les assiettes LiveWell devaient respecter les préférences ainsi que les cultures alimentaires actuelles, nous n'avons pas examiné ces réductions supplémentaires car de tels régimes alimentaires ne plairaient qu'à un faible pourcentage de personnes. Cela illustre toutefois de manière frappante le potentiel qu'aurait une alimentation plus végétale.

Encouragé par son réseau de parties prenantes à mener des recherches concernant d'autres pressions environnementales liées au régime alimentaire, LiveWell for LIFE a recueilli des preuves sur l'impact produit par les régimes alimentaires sur d'autres ressources naturelles telles que les sols et l'eau. Comme pour les émissions de gaz à effet de serre, nous avons constaté une différence importante entre les aliments d'origine animale et ceux d'origine végétale. La consommation de produits d'origine animale représente 46 % de la consommation d'eau totale de l'UE. C'est plus que les 37 % nécessaires pour produire toutes les cultures destinées à la consommation humaine et plus de 15 fois ce que représente la consommation d'eau pour les ménages (3 %)^{16 17}.



¹¹ Rockström, J., 2009 *A safe operating space for humanity*. Nature, le 23 septembre, 461, pp 472-475 (le 24 septembre 2009)

¹² GIEC, 2014. *Changements climatiques 2014 : Atténuation du changement climatique*. Résumé à l'intention des décideurs [en ligne] Disponible à l'adresse suivante : <http://www.ipcc.ch/report/ar5/wg3/> [Consulté le 10 octobre 2014].

¹³ Cette réduction serait probablement plus importante encore si les émissions issues du changement de l'utilisation indirecte des sols étaient mieux expliquées.

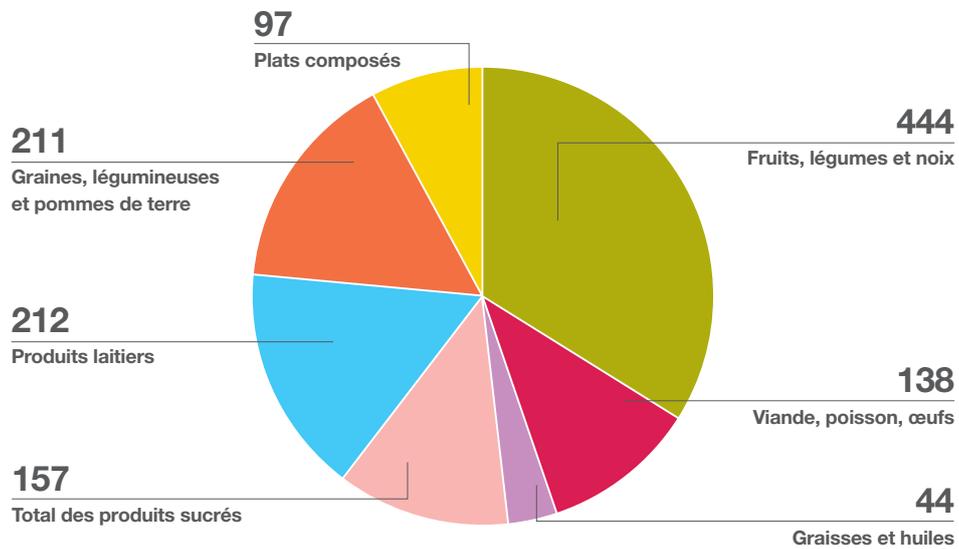
¹⁴ http://ec.europa.eu/clima/policies/roadmap/studies_en.htm

¹⁵ LiveWell for LIFE, 2012. *Un équilibre des choix alimentaires sains et durables pour la France, l'Espagne et la Suède*. <http://livewellforlife.eu/livewell-plate>

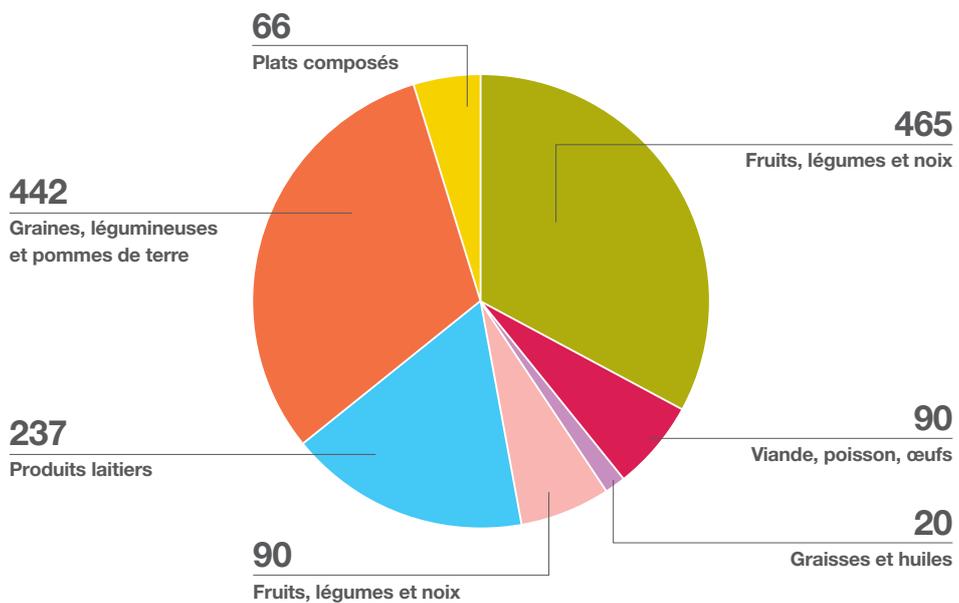
¹⁶ Vanham, Mekonnen & Hoekstra, 2013. L'empreinte hydrique de l'UE pour les différents régimes. *Ecological Indicators*, Septembre, 32, pp1-8 / <http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S1470160X13000940> / Cette étude estime également que l'adoption de régimes alimentaires équilibrés à l'échelle de toute l'Europe permettrait de réduire la demande en eau de 23 % par rapport au régime alimentaire actuel.

¹⁷ Sachez que pour le WWF, l'empreinte hydrique comprend les flux écologiques et les impacts qualitatifs de la consommation d'eau alors que cette étude traite uniquement de la consommation d'eau en termes quantitatifs. Par conséquent, ce chiffre indique l'empreinte globale mais pas son impact local.

Consommation actuelle en France



Assiette LiveWell en France



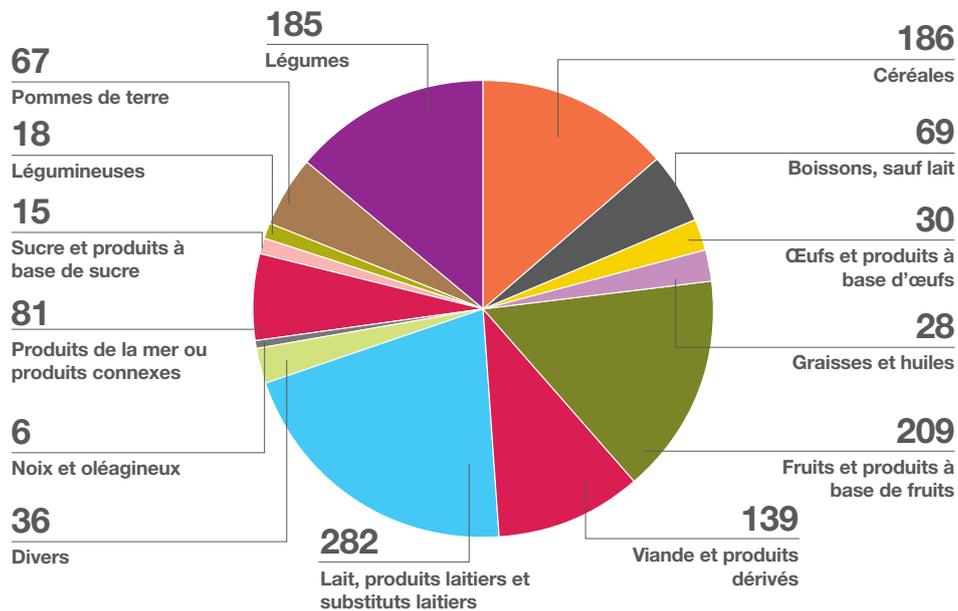
Unité : grammes (par personne par jour)

Émissions de carbone

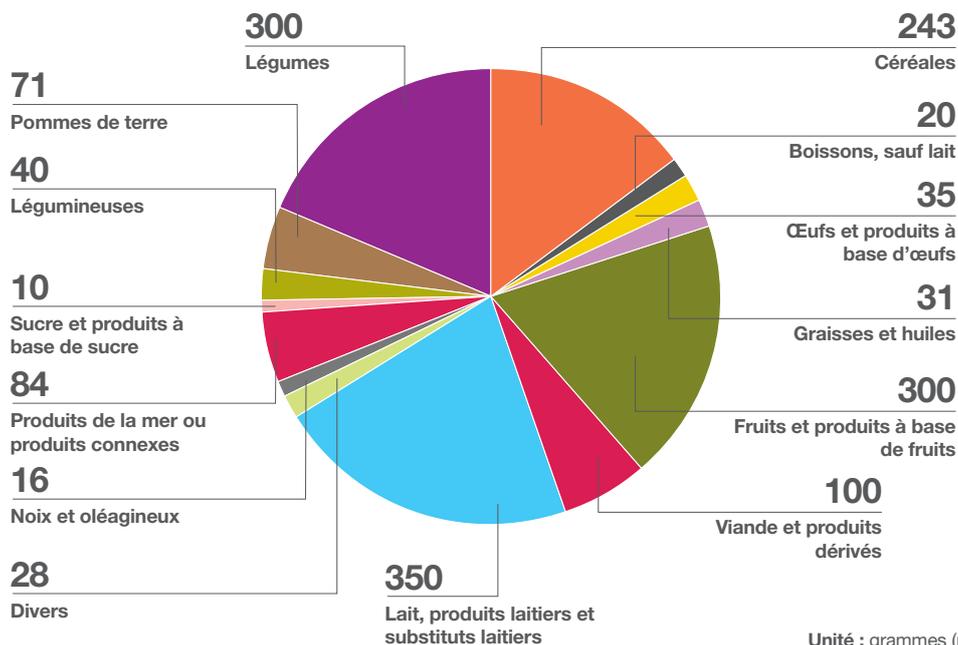
Le tableau compare les émissions de gaz à effet de serre pour l'assiette LiveWell à celles du régime actuel moyen en France.

Pays	Équivalent de g CO ₂ par jour du régime actuel moyen	Équivalent de g CO ₂ par jour de l'assiette LiveWell
France	3 478	2 609

Consommation actuelle en Espagne



Assiette LiveWell en Espagne



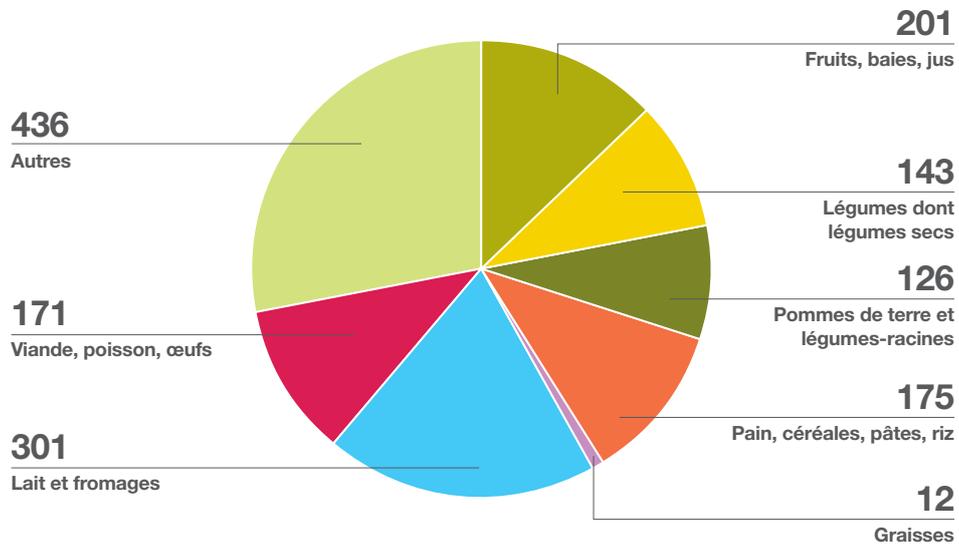
Unité : grammes (par personne par jour)

Émissions de carbone

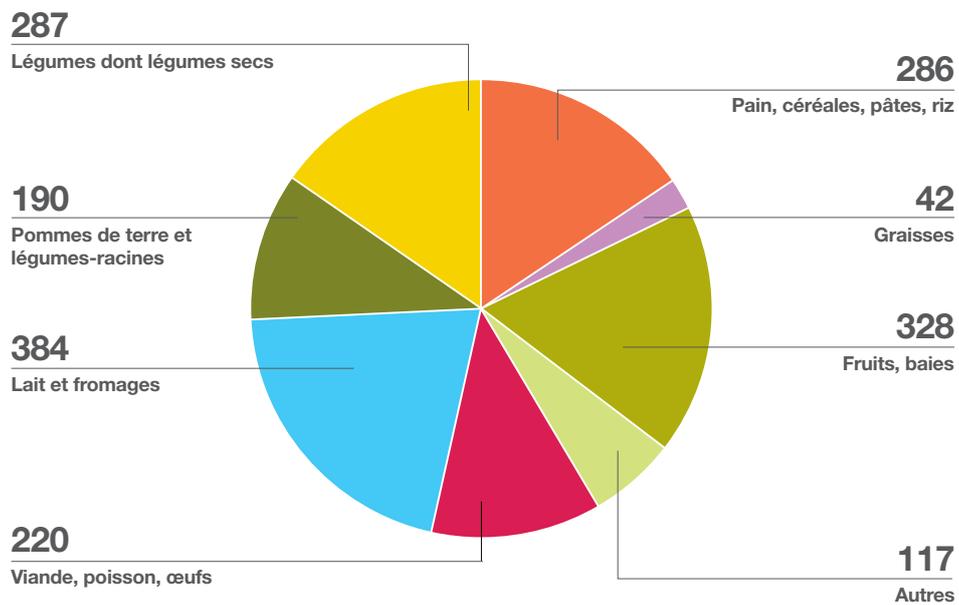
Le tableau compare les émissions de gaz à effet de serre pour l'assiette LiveWell à celles du régime actuel moyen en Espagne.

Pays	Équivalent de g CO ₂ par jour du régime actuel moyen	Équivalent de g CO ₂ par jour de l'assiette LiveWell
Espagne	3 753	2 710

Consommation actuelle en Suède



Assiette LiveWell en Suède



Unité : grammes (par personne par jour)

Émissions de carbone

Le tableau compare les émissions de gaz à effet de serre pour l'assiette LiveWell à celles du régime actuel moyen en Suède.

Pays	Équivalent de g CO ₂ par jour du régime actuel moyen	Équivalent de g CO ₂ par jour de l'assiette LiveWell
Suède	5 728	4 295

La Figure 1 indique qu'au sein de l'UE, nous consommons en moyenne 70 % plus de protéines que ce dont nous avons besoin dans le cadre d'un régime alimentaire sain, dont 60 % en provenance de sources animales. Les produits d'origine animale jouent un rôle primordial dans la réalisation de régimes alimentaires durables. Une étude a récemment montré qu'en diminuant de moitié la quantité de viande, de produits laitiers et d'œufs consommés au sein de l'UE, les émissions d'azote seraient réduites de 40 %, les émissions de gaz à effet de serre de 25-40 % et l'utilisation de terres cultivées pour la production alimentaire de 23 % par habitant¹⁸.

Consommation de protéines dans l'UE-27, 2007

À gauche : La différence en matière de consommation de protéines animales entre les États membres est supérieure à un facteur de deux.

À droite : La consommation totale de protéines affiche des différences minimales mais est supérieure à la quantité recommandée dans tous les États membres.

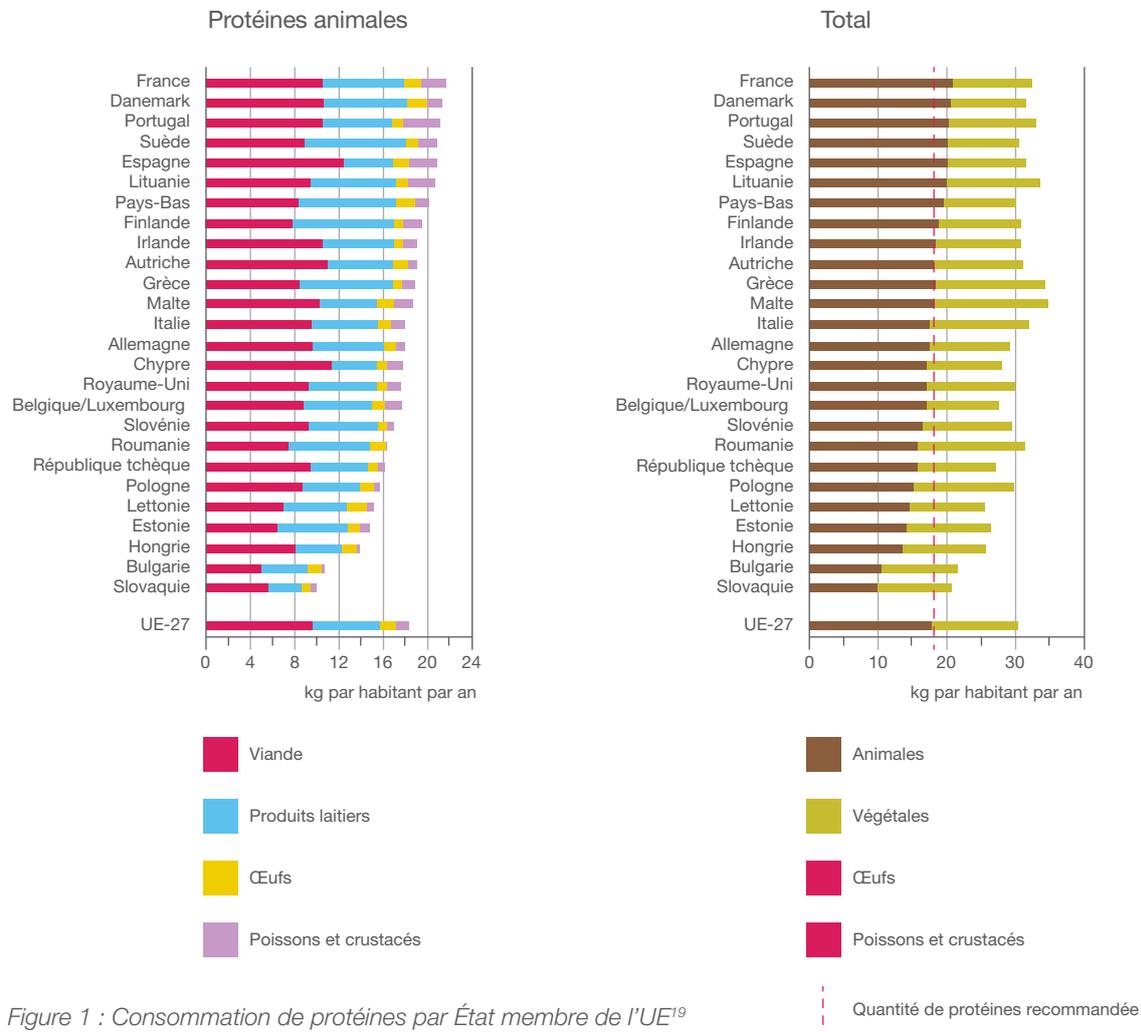


Figure 1 : Consommation de protéines par État membre de l'UE¹⁹

Source : Agence néerlandaise d'évaluation environnementale (PBL), en se fondant sur la FAO (2010)

¹⁸ Westhoek et al, 2014. *Food choices, health and environment: Effects of cutting Europe's meat and dairy intake*. Global Environmental Change, le 26 mai, pp 196–205 / <http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0959378014000338>

¹⁹ Statistiques tirées de : Westhoek et al, 2011. *The protein puzzle. The consumption and production of meat, dairy and fish in the European Union*. / La Haye : Agence néerlandaise d'évaluation environnementale (PBL).

CHAPITRE 2.2 BONS POUR LA SANTÉ



La définition convenue par la FAO de ce qui constitue des régimes alimentaires durables guide les travaux de LiveWell for LIFE. D'autres, tels que le *Barilla Centre for Food & Nutrition* (Centre Barilla pour l'alimentation et la nutrition) et le *Conseil sanitaire des Pays-Bas*, reconnaissent également la nécessité de tenir compte, lors de la conception des régimes alimentaires durables, tant des pressions sur l'environnement que de la santé de l'homme.

Grâce à ses recherches, LiveWell for LIFE est parvenu à concevoir un modèle nutritionnel qui est sain dans la mesure où il est conforme aux consignes alimentaires nationales. En tant que telles, bien que les assiettes LiveWell mises au point pour la France, l'Espagne et la Suède aient montré une réduction de la quantité totale de viande consommée, elles comportent néanmoins suffisamment de viande et/ou de poisson pour se conformer aux recommandations nutritionnelles (et maintenir certains plats traditionnels et modèles de repas : vous trouverez un complément d'information à ce sujet au chapitre 2.3).

Il convient de noter que les avantages des modèles alimentaires comme l'assiette LiveWell sur le plan de la santé et des émissions de carbone – davantage de plantes, de céréales complètes, de légumineuses, de légumes, de fruits et de substituts de viande à base de plantes et moins de viande, de produits laitiers et d'aliments préparés – sont doubles :

- Ces modèles sont associés à un risque plus faible de maladies cardiovasculaires tout en ayant une empreinte carbone moindre. D'un point de vue sanitaire, il n'est pas indispensable d'éviter toute consommation de viande et de produits laitiers. Cela ne semble même pas nécessaire pour réduire les émissions de gaz à effet de serre de 25 %.
- Le fait de consommer moins de boissons sucrées, de bonbons, de gâteaux et d'encas est synonyme d'une consommation plus faible en calories. Cela contribue à atteindre un poids corporel sain, ce qui réduit à son tour le risque de diabète, de maladies cardiovasculaires et de certaines formes de cancer.

Entre le mois d'octobre 2013 et le mois de mars 2014, Civic Consulting a mené une étude d'impact socio-économique sur l'adoption de régimes alimentaires durables d'ici 2020 en fonction de deux scénarios. Dans le cadre du premier scénario, l'assiette LiveWell serait adoptée par 30 % des habitants de l'UE en plus, alors que dans le cas du deuxième scénario, cette hausse porterait sur 70 % de la population totale de l'UE. Ces deux scénarios sont comparés à un scénario de référence en l'absence de changements²⁰.

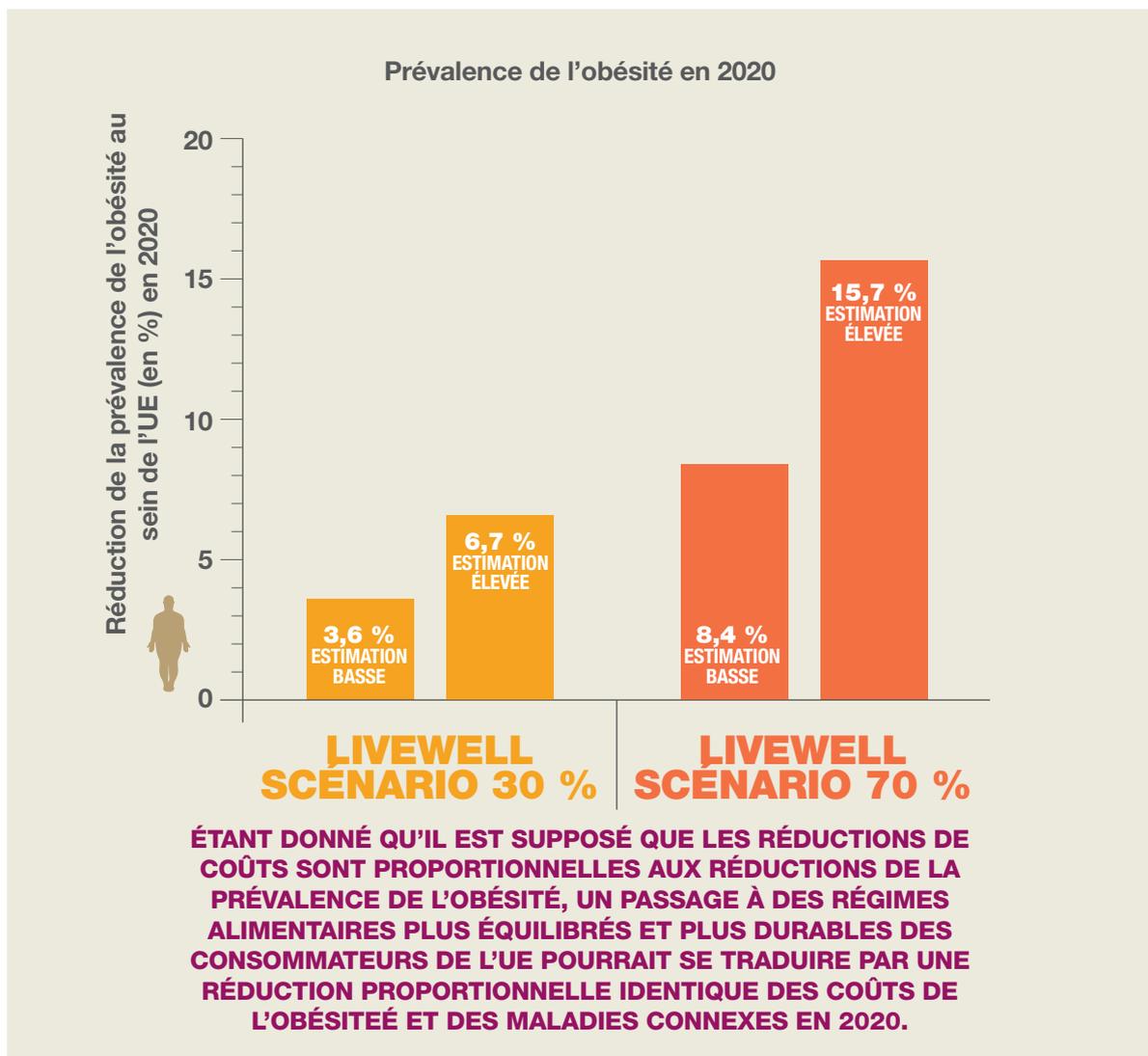
²⁰ Au sein de l'UE, l'obésité pourrait affecter 21 % de la population en 2020, en se fondant sur une extrapolation linéaire des tendances en termes de prévalence de l'obésité qui ont été observées entre 2008 et 2010 (la dernière année pour laquelle nous disposons de données). Cependant, les données plus récentes qui ont été recueillies dans les pays pilotes de LiveWell suggèrent que l'obésité a progressé plus lentement ces dernières années. Ainsi, par exemple, la prévalence de l'obésité en France serait passée de 14,5 % à 15,0 % au cours de la période 2009-12, alors que l'obésité aurait augmenté pour passer de 12,4 % à 14,5 % au cours de la période 2006-2009. En supposant que la croissance de la prévalence de l'obésité au sein de l'UE correspond à la croissance arithmétique moyenne par an dans les trois pays pilotes de LiveWell, 18,5 % de la population européenne de l'UE seront obèses d'ici 2020, soit une proportion plus faible. Ces deux estimations de la prévalence attendue de l'obésité au sein de l'UE en 2020 dans le scénario de référence (18,5 % et 20,5 %) sont prises en compte dans les calculs du coût de l'obésité et des maladies connexes à l'échelle de l'UE.

²¹ Budget annuel de l'UE, disponible en ligne à l'adresse suivante : http://europa.eu/pol/financ/index_en.htm [Consulté pour la dernière fois au mois d'octobre 2014]

En supposant que les tendances actuelles dans le scénario de référence se poursuivent, les recherches de Civic Consulting prévoient que le coût de l'obésité et des maladies connexes s'élèvera à 9,2 milliards d'euros en France, 6,5 milliards d'euros en Espagne et 4 milliards d'euros en Suède d'ici 2020. Pour l'ensemble de l'UE, ces coûts devraient être compris entre 180,2 et 204,4 milliards d'euros selon qu'on utilise les estimations plus basses ou plus élevées des niveaux de l'obésité dans l'UE en 2020. À des fins de comparaison, le budget annuel de l'UE pour 2015 s'élève à 142 milliards d'euros (chiffres de 2014).²¹

D'après le scénario des 30 % de LiveWell, les recherches ont indiqué que la prévalence de l'obésité en 2020 devrait enregistrer une baisse comprise entre 3,6 % (estimation plancher) et 6,7 % (estimation plafond) à l'échelle de l'UE. D'après le scénario des 70 %, cette prévalence devrait enregistrer une baisse comprise entre 8,4 % (estimation plancher) et 15,7 % (estimation plafond). Étant donné qu'il est supposé que les réductions de coûts sont proportionnelles aux réductions de la prévalence de l'obésité, un passage à des régimes alimentaires plus équilibrés et plus durables des consommateurs de l'UE pourrait se traduire par une réduction proportionnelle identique des coûts de l'obésité et des maladies connexes en 2020.

À ce jour, peu d'organisations sanitaires ont abordé la question des régimes alimentaires équilibrés et durables. Du point de vue de LiveWell for LIFE, il est encore plus important de noter que les régimes alimentaires durables ne relèvent pas du mandat des ministères nationaux de la Santé et de la Direction générale de la santé et des consommateurs (DG-Sanco). Par conséquent, les références aux impacts sur l'environnement de nos régimes dans les programmes nutritionnels et les initiatives communes qui couvrent à la fois les questions de santé et de durabilité sont plutôt rares. LiveWell for LIFE souhaite voir davantage de coopération entre les organes politiques compétents en vue de soutenir les objectifs relatifs à la consommation d'une alimentation durable.



CHAPITRE 2.3 BONS POUR LA DIVERSITÉ CULTURELLE

L'UE bénéficie de cuisines et cultures alimentaires qui se caractérisent par leur extrême variété et qui inspirent une grande fierté chez ses citoyens. La culture culinaire est prise au point qu'en mars 2014, le Parlement européen a adopté un rapport intitulé *Patrimoine gastronomique européen : aspects culturels et éducatifs*²², qui s'est félicité des initiatives visant à la promotion du patrimoine gastronomique de l'Europe. Ces initiatives comprennent des salons locaux et régionaux de l'alimentation, ainsi que les trois systèmes de l'UE pour les spécialités traditionnelles et géographiques, à savoir l'Appellation d'origine protégée (AOP), l'Indication géographique protégée (IGP) et les Spécialités traditionnelles garanties (STG). Ces systèmes de qualité, qui ne comprennent que rarement des exigences environnementales, existent parallèlement à un certain nombre d'initiatives volontaires. Ils sont très prisés : en effet, un inventaire de la CE effectué en 2010 a comptabilisé 441 systèmes concernant les aliments et produits agricoles commercialisés au sein de l'UE !²³

La France est un exemple remarquable en la matière. En 2010, l'UNESCO a déclaré que le repas gastronomique des Français faisait partie du Patrimoine culturel immatériel de l'humanité²⁴, soulignant que « Le repas gastronomique met l'accent sur la convivialité, le plaisir : du goût et l'harmonie entre l'humain et les productions de la nature ».

La diète méditerranéenne a également été incluse dans la Liste du Patrimoine culturel immatériel de l'humanité de l'UNESCO²⁵ – une initiative qui bénéficie du plein soutien du gouvernement espagnol et des gouvernements régionaux. Entre-temps, en Suède, le gouvernement a l'ambition de devenir une nation gastronomique en Europe. Le programme 2010 intitulé *Matlandet Sverige*²⁶ a pour objectif d'encourager la production, la consommation et les exportations afin d'établir la Suède comme un pays gastronomique de premier rang.



YouTube

Regarder l'intervention de Didier Peschard, Président d'Euro-Toques, au Parlement européen

Très tôt, le projet LiveWell a identifié qu'il était crucial de veiller au caractère culturellement approprié des régimes alimentaires équilibrés et durables afin que ceux-ci soient adoptés. Les premières recherches menées par le WWF-RU ont révélé que des régimes à faible bilan carbone pourraient permettre d'atteindre une réduction de 70 % des émissions de gaz à effet de serre. Cependant, étant donné que ces régimes alimentaires seraient beaucoup trop éloignés des habitudes des habitants et qu'ils seraient par conséquent peu adoptés, ils ne permettraient pas de mener à des résultats significatifs dans la lutte contre le changement climatique.

C'est la raison pour laquelle LiveWell for LIFE tenait à concevoir un modèle qui réduirait au maximum les émissions de gaz carbonique tout en restant acceptable sur le plan culturel et en minimisant les changements apportés aux régimes alimentaires actuels. À cette fin, nous avons créé des limites supérieures et inférieures en nous fondant sur des facteurs tels que la popularité des denrées alimentaires (en n'excluant pas les articles les plus prisés), la taille des portions (en évitant les petites quantités d'articles qui ne s'achètent qu'à l'unité), les préférences culturelles (les pommes de terre par rapport aux pâtes ou au riz comme source de glucides), en évitant d'introduire de grandes quantités d'aliments qui ne sont pas prisés à l'heure actuelle et en garantissant une certaine variété²⁷.

Le Réseau européen des parties prenantes dans le domaine de l'alimentation nous a fourni un retour d'informations très précieux, ce qui a permis aux assiettes LiveWell pour la France, l'Espagne et la Suède de démontrer que des régimes alimentaires équilibrés et faibles en carbone pouvaient correspondre aux préférences culturelles existantes. Les assiettes LiveWell ont été élaborées en gardant à l'esprit leur caractère acceptable au niveau national étant donné que la gastronomie des trois pays pilotes est différente – il a donc fallu plus de pommes de terre pour la Suède et plus de céréales ou de légumineuses pour l'Espagne – mais il s'agit là davantage d'une question de préférence que de différence essentielle de régime, de son caractère durable ou de son contenu nutritionnel.

²² Parlement européen / Observatoire législatif, Patrimoine gastronomique européen : aspects culturels et éducatifs, disponible en ligne à l'adresse suivante : [http://www.europarl.europa.eu/oeil/popups/ficheprocedure.do?lang=en&reference=2013/2181\(INI\)#keyEvents](http://www.europarl.europa.eu/oeil/popups/ficheprocedure.do?lang=en&reference=2013/2181(INI)#keyEvents) [Consulté pour la dernière fois au mois d'octobre 2014]

²³ Commission européenne, Agriculture et Développement rural, Systèmes de certification de la qualité des denrées alimentaires. Disponible en ligne à l'adresse suivante : http://ec.europa.eu/agriculture/quality/certification/index_en.htm [Consulté pour la dernière fois au mois d'octobre 2014]

²⁴ UNESCO, Patrimoine immatériel – Le repas gastronomique des Français. Disponible en ligne à l'adresse suivante : <http://www.unesco.org/culture/ich/index.php?RL=00437> [Consulté pour la dernière fois au mois d'octobre 2014]

²⁵ UNESCO, Patrimoine immatériel – La diète méditerranéenne. Disponible en ligne à l'adresse suivante : <http://www.unesco.org/culture/ich/RL/00884> [Consulté pour la dernière fois au mois d'octobre 2014]

²⁶ Regeringskansliet, Sweden - the culinary nation. Disponible en ligne à l'adresse suivante : <http://www.regeringen.se/content/1/c6/10/93/16/3e24ad40.pdf> [Consulté pour la dernière fois au mois d'octobre 2014]

²⁷ Pour tout complément d'information, veuillez vous reporter au rapport de LiveWell for LIFE intitulé *Un équilibre des choix alimentaires sains et durables*. Disponible à l'adresse suivante : <http://livewellforlife.eu/wp-content/uploads/2013/02/A-balance-of-healthy-and-sustainable-food-choices.pdf>

CHAPITRE 2.4 BONS POUR LE PORTE-MONNAIE

Les opportunités et obstacles socio-économiques ont fait l'objet de discussions poussées au cours du deuxième atelier des parties prenantes de LiveWell for LIFE sur le thème Adopter des régimes équilibrés et durables – opportunités et obstacles majeurs qui s'est déroulé à Bruxelles au mois de mars 2013. La perception des consommateurs selon laquelle des régimes équilibrés et durables sont plus coûteux que les régimes traditionnels a représenté l'un des obstacles majeurs²⁸. Ceci est étayé par des recherches montrant que le prix (91 %) représente le deuxième facteur le plus important pris en compte après la qualité (96 %) par les consommateurs européens lorsqu'ils font leurs courses²⁹, et il est probable que cela soit tout particulièrement le cas dans nombre de pays européens où sévit la crise.

Le statut socioéconomique représente également un facteur important qui influe sur les choix alimentaires durables. Les consommateurs ayant des difficultés à payer leurs factures ont tendance à acheter des denrées alimentaires plus riches en calories qui sont perçues comme meilleur marché³⁰.

D'après le Bureau national de la statistique du Royaume-Uni, les prix alimentaires ont augmenté de 12,6 % au-dessus de l'inflation au cours des six dernières années alors que les salaires sont restés au point mort. Une enquête menée par le magazine Which? au mois de juin 2013 a révélé que huit consommateurs britanniques sur 10 (78 %) s'inquiétaient de l'augmentation du prix des aliments³¹.

La bonne nouvelle est que nos recherches montrent qu'un régime alimentaire équilibré ne coûte pas forcément plus³². L'élaboration des assiettes LiveWell a indiqué que le régime LiveWell réduirait les émissions de gaz à effet de serre de 25 % par rapport à leur moyenne actuelle tout en diminuant les dépenses journalières en nourriture d'un consommateur moyen, passant de 4,90 € à 4,36 € en France. En Espagne³³ et en Suède, les coûts de l'assiette LiveWell étaient similaires à ceux du régime moyen suivi à l'heure actuelle. Cela s'explique par le fait que la proportion de protéines végétales (les légumineuses, par ex.) augmente dans le cadre d'un régime LiveWell, et que leur coût est moindre que celui de la viande.

Le Centre Barilla³⁴ souligne l'importance de l'éducation des consommateurs de sorte qu'ils puissent comprendre qu'il est possible de manger de manière équilibrée sans être obligé de dépenser beaucoup d'argent. Le fait de remplacer les protéines animales par des céréales, des légumes et des légumineuses réduit le coût de l'alimentation.³⁵ En effet, au cours du deuxième atelier de parties prenantes de LiveWell, il a été recommandé de mettre en exergue les économies réalisables grâce aux régimes durables, message important étant donné que le coût est perçu par beaucoup comme un obstacle.

Les citoyens européens s'attendent à bénéficier de denrées alimentaires nutritives et abordables, et la promotion des régimes alimentaires équilibrés et durables est donc indispensable auprès de ce public. Il existe des exemples d'initiatives menées par des consommateurs, des entreprises et des décideurs politiques en Europe. Celles-ci sont examinées au chapitre 4.



²⁸ LiveWell for LIFE, Adopter des régimes équilibrés et durables – opportunités et obstacles majeurs. Disponible en ligne à l'adresse suivante : <http://livewellforlife.eu/wp-content/uploads/2013/05/Adopting-healthy-sustainable-diets-report.pdf> [Consulté pour la dernière fois au mois d'octobre 2014]

²⁹ Eurobaromètre spécial 389, L'attitude des européens à l'égard de la sécurité alimentaire, de la qualité de l'alimentation et de l'environnement rural. Disponible en ligne à l'adresse suivante : http://ec.europa.eu/agriculture/survey/2012/389_en.pdf [Consulté pour la dernière fois au mois d'octobre 2014]

³⁰ Faber, J et al. 2012. Behavioural Climate Change Mitigation Options. CE Delft, Delft, Pays-Bas. Disponible à l'adresse suivante : http://ec.europa.eu/clima/policies/roadmap/docs/food_report_en.pdf [Consulté pour la dernière fois au mois d'octobre 2014]

³¹ Enquête du magazine Which? Disponible en ligne à l'adresse suivante : <http://www.which.co.uk/news/2013/09/rising-food-prices-are-hard-to-digest-334082>

³² Macdiarmid, J et al. 2011. LiveWell : Un équilibre des choix alimentaires sains et durables. WWF-RU, disponible en ligne à l'adresse suivante : http://assets.wwf.org.uk/downloads/livewell_report_jan11.pdf [Consulté pour la dernière fois au mois d'octobre 2014]

³³ Ce chiffre se rapporte à l'assiette espagnole d'origine.

³⁴ Barilla Centre for Food & Nutrition (Centre Barilla pour l'alimentation et la nutrition) 2012. Eating in 2030: Trends and Perspectives. Barilla Centre for Food & Nutrition (Centre Barilla pour l'alimentation et la nutrition), Parme, Italie. Disponible en ligne à l'adresse suivante : www.barillacfn.com/wp-content/uploads/2012/11/alimentazione_2030_eng.pdf [Consulté pour la dernière fois au mois d'octobre 2014]

³⁵ Faber, J et al. 2012. Behavioural Climate Change Mitigation Options. CE Delft, Delft, Pays-Bas. http://ec.europa.eu/clima/policies/roadmap/docs/food_report_en.pdf

CHAPITRE 3 : VERS UN AUTRE RÉGIME POUR UN SYSTÈME ALIMENTAIRE DURABLE



CHAPITRE 3 : VERS UN AUTRE RÉGIME POUR UN SYSTÈME ALIMENTAIRE DURABLE

CHAPITRE 3.1 LA TENDANCE CROISSANTE AUX RÉGIMES ALIMENTAIRES ÉQUILIBRÉS ET DURABLES

Autrefois l'apanage de quelque-uns, les régimes durables et la consommation alimentaire attirent désormais l'intérêt de parties prenantes plus traditionnelles. Grâce aux discussions et débats avec les acteurs de la chaîne alimentaire de l'UE dans le cadre du projet LiveWell, nous comprenons mieux les régimes alimentaires équilibrés et durables et, à l'occasion de la conférence sous le thème *Value your food*³⁶ du WWF-Royaume-Uni qui s'est tenue au mois de mars 2014, des intervenants de Tesco et de Nestlé ont témoigné de leur intérêt pour une nutrition durable.

Au Royaume-Uni, l'alliance Eating Better (Manger mieux) a vu le jour au mois de juillet 2013. Elle vise à aider les gens à manger moins de viande et à consommer des aliments plus sains et plus durables. Elle bénéficie désormais du soutien de pas moins de 34 organisations³⁷ actives dans les domaines de la santé, de l'environnement, de l'utilisation des ressources, de la justice sociale, du bien-être des animaux, des consommateurs, du développement international et d'organisations religieuses.

En Espagne, d'après un baromètre national publié au mois de mai cette année, 21,3 % des personnes interrogées ont arrêté d'acheter certains produits pour des raisons politiques, éthiques ou écologiques.³⁸

Des entreprises particulières et la communauté européenne des affaires dans son ensemble témoignent de plus en plus de leur soutien au mouvement :

- Le Stakeholder Dialogue Group on Food Sustainability (Groupe de dialogue de parties prenantes sur la durabilité alimentaire) est une initiative volontaire mise sur pied en 2013 et qui se compose de 18 organisations et sociétés issues de la chaîne alimentaire de l'UE. Ses membres comprennent le Centre de Liaison des Industries Transformatrices de Viandes de l'UE (CLITRAVI), les Agriculteurs européens et Coopératives européennes agricoles (COPA-COGECA), Nestlé et FoodDrinkEurope. Au mois d'avril 2014, ce groupe a publié une déclaration conjointe intitulée « *Actions towards a more sustainable European food chain* » (mesures vers une chaîne alimentaire européenne plus durable)³⁹, qui encourage les responsables politiques de l'UE à collaborer pour sauvegarder la durabilité des systèmes alimentaires pour les générations futures. Certaines des 32 recommandations de politiques concrètes répertoriées par cette déclaration pourraient contribuer à rendre la chaîne alimentaire plus durable d'ici 2020.



En Espagne, 21,3 % des personnes interrogées ont arrêté d'acheter certains produits pour des raisons politiques, éthiques ou écologiques.



Voici quelques-unes de ces recommandations :

- Aider les consommateurs à choisir des modes de vie plus équilibrés et plus durables.
- Promouvoir des modes de vie plus équilibrés et plus durables.
- Encourager des modèles de consommation alimentaire plus durables d'un point de vue écologique.

³⁶ Veuillez consulter le site <http://livewellforlife.eu/value-your-food-conference> [Consulté pour la dernière fois au mois d'octobre 2014]

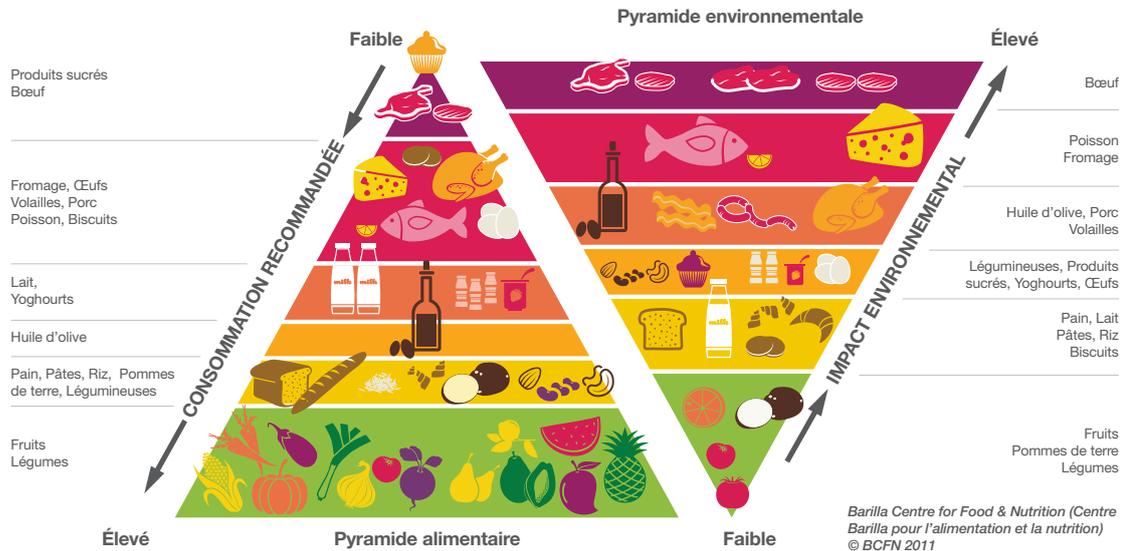
³⁷ Site Internet de l'alliance Eating better : <http://www.eating-better.org/about/local-and-community-supporters.html> [Consulté pour la dernière fois au mois d'octobre 2014]

³⁸ Centro de Investigaciones sociológicas http://datos.cis.es/pdf/Es3024mar_A.pdf [Consulté pour la dernière fois au mois d'octobre 2014]

³⁹ Stakeholder Dialogue Group on Food Sustainability, *Actions towards a more sustainable European Food chain*. Disponible en ligne à l'adresse suivante : http://www.fooddrinkurope.eu/uploads/press-releases_documents/Declaration_Sustainability_of_Food_System.pdf [Consulté pour la dernière fois au mois d'octobre 2014].

3.1 LA TENDANCE CROISSANTE AUX RÉGIMES ALIMENTAIRES ÉQUILIBRÉS ET DURABLES

Modèle de la double pyramide alimentaire et environnementale



- Le Bureau des Politiques européennes du WWF était la seule organisation non gouvernementale (ONG) à participer au Groupe de dialogue de parties prenantes sur la durabilité alimentaire. Il a travaillé d'arrache-pied pour faire en sorte que ces questions soient abordées dans la déclaration.
- Fervent défenseur commercial des régimes durables, le *Barilla Centre for Food & Nutrition* (Centre Barilla pour l'alimentation et la nutrition) œuvre « en vue d'établir un ordre de priorité entre les questions pressantes qui concernent l'alimentation et la nutrition dans les programmes des leaders d'opinion et des décideurs à travers le monde ». L'un des outils à la disposition de ce Centre est son modèle de Double pyramide alimentaire-environnementale mis à profit pour contribuer à l'adoption de comportements et de choix alimentaires qui sont sains et durables sur le plan de l'environnement⁴⁰. La pyramide a été créée en étudiant et en mesurant l'impact des aliments qui se trouvent déjà dans les pyramides alimentaires traditionnelles sur l'environnement. Ces denrées sont ensuite inscrites dans une pyramide inversée ; les aliments placés en bas (à la pointe du triangle) sont ceux qui ont l'impact environnemental le plus faible. En examinant les deux pyramides l'une à côté de l'autre, on peut voir que les denrées qu'il est conseillé de consommer davantage sont également celles dont l'impact sur l'environnement est plus faible de façon générale.
- Cette année, IKEA a annoncé qu'il commencerait à fournir des alternatives à plus faible bilan carbone en 2015, tels que des plats végétariens et à base de poulet, aux côtés de ses menus habituels de bœuf et de boulettes de viande de porc. IKEA Food sert plus de 600 millions de consommateurs dans ses quelque 350 magasins IKEA répartis dans 46 pays.⁴¹ La société a déclaré que cette transition vers des options à faible bilan carbone fait partie de son engagement à créer une chaîne d'approvisionnement alimentaire qui est durable.⁴²
- En collaboration avec le Centre de résilience de Stockholm, la Fondation norvégienne Stordalen a mis sur pied un forum annuel de haut-niveau, le EAT Stockholm Food Forum (Forum alimentaire de Stockholm EAT) pour surmonter les défis reliant les questions des systèmes alimentaires, de la santé et de la durabilité. Le premier forum EAT s'est déroulé à Stockholm au mois de mai 2014 et a réuni quelque 500 représentants mondiaux du milieu universitaire, des entreprises, des ONG, des agences onusiennes et de la communauté philanthropique, dans le but de continuer à collaborer, communiquer et mener des recherches vers des régimes alimentaires équilibrés et durables.

⁴⁰ *Barilla Centre for Food & Nutrition* (Centre Barilla pour l'alimentation et la nutrition), *Double Pyramid 2012: enabling sustainable food choices*. Disponible en ligne à l'adresse suivante : <http://www.barillacfn.com/en/position-paper/buono-per-te-sostenibile-per-pianeta-modello-doppia-piramide/> [Consulté pour la dernière fois au mois d'octobre 2014].

⁴¹ Site internet d'IKEA : http://www.ikea.com/ms/en_GB/about-the-ikea-group/people-and-planet/energy-and-resources/ [Consulté pour la dernière fois au mois d'octobre 2014].

⁴² Actualités de l'entreprise Ikea, les boulettes de viande IKEA et la durabilité http://www.ikea.com/us/en/about_ikea/newsitem/042214-meatballs-sustainability [Consulté pour la dernière fois au mois d'octobre 2014].

CHAPITRE 3.2 DE MEILLEURS RÉGIMES – COMPÉTENCE D'UN ÉTAT MEMBRE AVEC LE SOUTIEN DE L'UE

Au sein de l'UE, il incombe aux gouvernements des États membres de fournir des informations sur une nutrition adéquate. Chaque pays européen dispose de Recommandations nutritionnelles exprimées en termes d'aliments (FBDG) qui offrent des conseils sur ce qui constitue un régime alimentaire équilibré dans le pays en question, ainsi qu'un éventail d'outils de politiques pour soutenir leur adoption. Chacun des trois pays pilotes du projet LiveWell dispose d'une politique nationale visant à encourager des modèles de nutrition plus équilibrés. Pourtant, les points de départ, les niveaux d'ambition, les ressources disponibles et la mise en œuvre semblent différer d'un pays à l'autre. Nous nous sommes penchés sur les régimes alimentaires de la France, de l'Espagne et de la Suède et avons trouvé que ces trois pays étaient en train d'engager une transition vers ce que nous appelons un régime occidental, soit un régime riche en sel, en matières grasses et en sucre⁴³.

La coopération au sein de l'UE en vue de combattre l'obésité est un phénomène relativement récent. En 2007, la CE a présenté une proposition intitulée *Stratégie européenne pour les problèmes de santé liés à la nutrition, à la surcharge pondérale et à l'obésité* qui représentait la première stratégie exhaustive de l'UE visant à soutenir les mesures prises aux échelons tant local que régional, national ou encore européen pour réduire les risques associés à une mauvaise nutrition et une activité physique limitée. Cette stratégie cherchait également à aborder les inégalités entre les États membres⁴⁴. Elle inclut des manières d'améliorer le fonctionnement des politiques de l'UE, encourage les partenariats innovants, énonce les défis pour les parties prenantes clés et expose des plans pour de meilleurs suivi et signalement.

La législation de l'UE pour contribuer au lancement de la stratégie s'est en grande partie limitée à la diffusion de meilleures informations comme, par exemple, le Règlement concernant les allégations nutritionnelles et de santé et le Règlement concernant l'information des consommateurs sur les denrées alimentaires de 2006, adoptés en 2011. Ce dernier règlement rend obligatoire l'étiquetage de la valeur énergétique et de six nutriments principaux, fixe des règles en matière de lisibilité et permet d'autres moyens de déclaration, comme des systèmes de codes de couleurs, appliqués de manière volontaire, tant que certains critères sont satisfaits. L'Autorité européenne pour la sécurité alimentaire (AESa) a élaboré des valeurs nutritionnelles communes de référence de l'UE, fournissant une norme « fourre-tout » pour tous les apports journaliers recommandés pour les nutriments principaux tels que les matières grasses et les protéines.⁴⁵ La mise en œuvre de cette stratégie est en partie financée par les programmes de financement de l'UE, et notamment le Programme européen en faveur de la consommation de fruits à l'école⁴⁶.

La coopération européenne visant à encourager le public à manger des denrées alimentaires plus durables sur le plan environnemental est également un phénomène plutôt récent. Le 7^e Programme d'action environnementale de l'UE, une convention conclue entre les États membres, la Commission et le Parlement sur les priorités environnementales de l'UE jusqu'à 2020, stipule que : « des modifications structurelles de la production, des technologies et de l'innovation, ainsi que des modes de consommation et de vie, ont réduit l'impact global sur l'environnement de la production et de la consommation, notamment dans les secteurs de l'alimentation, du logement et de la mobilité ». Les efforts des politiques européennes ont jusqu'ici principalement encouragé la consommation de produits respectueux de normes de production environnementale plus élevées, en particulier par le biais de la réglementation sur les produits biologiques de l'UE et l'apport de conseils sur les marchés publics écologiques portant sur les denrées alimentaires. Plus récemment, la Commission a également remis en question la durabilité environnementale des régimes alimentaires dans leur ensemble, en particulier la part occupée par les protéines animales⁴⁷.

Il est indispensable d'élaborer une méthodologie harmonisée pour mesurer l'empreinte écologique des produits (EEP). À l'heure actuelle, une telle méthodologie est mise à l'essai pour un large éventail de groupes de produits et devrait fournir des informations importantes pour lesquelles il est possible de convenir de normes minimales de durabilité. Il est essentiel de rendre le marché unique des produits alimentaires de l'UE plus vert, ce qui n'apporterait guère de solution à l'équilibre non viable qui existe en matière de régimes. À cette fin, les communautés de politiques qui œuvrent dans le domaine de la consommation de denrées alimentaires équilibrées et durables doivent mieux collaborer. Comme le montre la prochaine rubrique, certains gouvernements européens ont déjà relevé ce défi.

⁴³ Van Dooren, C. & Kramer, G. 2012. Food patterns and dietary recommendations in Spain, France and Sweden. Voedingscentrum & Blonk Milieu Advies voor LiveWell for LIFE / http://livewellforlife.eu/wp-content/uploads/2012/04/LW_A4-Food-Rept_Update_final.pdf

⁴⁴ Commission européenne, 2014. Stratégie pour les problèmes de santé liés à la nutrition, à la surcharge pondérale et à l'obésité Disponible à l'adresse suivante : http://ec.europa.eu/health/nutrition_physical_activity/policy/strategy_en.htm [Consulté pour la dernière fois le 10 octobre 2014].

⁴⁵ AESA, 2014. Valeurs nutritionnelles de référence et recommandations nutritionnelles. Disponible à l'adresse suivante : <http://www.efsa.europa.eu/en/topics/topic/drv.htm> [Consulté pour la dernière fois le 10 octobre 2014].

⁴⁶ Commission européenne, 2014. Implementation progress report of the Strategy for Europe on nutrition, overweight and obesity related health issues. Disponible à l'adresse suivante : http://ec.europa.eu/health/nutrition_physical_activity/policy/implementation_report_en.htm [Consulté pour la dernière fois le 10 octobre 2014].

⁴⁷ Commission européenne, 2011. COM/2011/0571 final. Feuille de route pour une Europe efficace dans l'utilisation des ressources. <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX:52011DC0571>

CHAPITRE 3.3 MESURES GOUVERNEMENTALES SUR L'INTERFACE DES RÉGIMES ALIMENTAIRES ÉQUILIBRÉS ET DURABLES

Certains États membres de l'UE reconnaissent le besoin d'intégrer les consignes en matière de nutrition équilibrée et durable et sont en passe d'élaborer des recommandations pour guider les décideurs, les entreprises et les consommateurs. Il existe des différences marquées entre les pays pilotes du projet LiveWell for LIFE.

Malgré l'excellente coopération entre le WWF et les organisations sanitaires espagnoles en vue d'élaborer les assiettes LiveWell, en raison de la crise financière et économique, ce genre de collaboration n'a pas été établi à l'échelon gouvernemental. Le gouvernement espagnol éprouve des difficultés à maintenir les normes existantes en matière de santé, y compris le soutien du public envers une nutrition équilibrée. L'élargissement du cadre de politique existant par le biais de l'introduction de normes environnementales ne fait pas partie des priorités.

La France dispose de l'une des politiques les plus développées pour veiller à des régimes alimentaires équilibrés. La campagne Manger Bouger ainsi que le Programme national nutrition santé (PNNS) sont considérés comme faisant partie des meilleures pratiques en Europe. De plus, les recherches financées par le gouvernement français contribuent pour beaucoup à l'ensemble des connaissances générales sur les systèmes alimentaires durables⁴⁸. Les recherches de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) fournissent des preuves empiriques importantes selon lesquelles des régimes alimentaires plus équilibrés, outre les avantages indirects évidents, ne seraient pas nécessairement synonymes de régimes moins respectueux de l'environnement⁴⁹. Le gouvernement français œuvre aussi d'arrache-pied à la consommation alimentaire équilibrée et durable, trouvant de meilleures façons de communiquer des informations sur l'empreinte écologique des produits, y compris alimentaires, au public⁵⁰.

Néanmoins, malgré une récente hausse du niveau de coopération entre le secteur agricole et les instances politiques de santé publique et de développement durable, des approches intégrées à des régimes alimentaires tant équilibrés que durables doivent encore être mises au point. Le Programme National pour l'Alimentation (PNA) a tenté de combiner les inquiétudes des agriculteurs et celles concernant l'empreinte environnementale et la santé, jusqu'ici sans grand succès, à l'aide d'un programme révisé qui comprend davantage de questions relatives à la durabilité. Cependant, il est prévu que les questions sanitaires conservent leur caractère distinct. De ce fait, il est peu probable que la coopération entre les ministères s'en trouve améliorée.



⁴⁸ Voir par exemple INRA & CIRAD, 2011. *DuALIne - Durabilité de l'alimentation face à de nouveaux enjeux* <http://www.cirad.fr/en/publicationsre-sources/publishing/studies-and-documents/dualine>

⁴⁹ Vieux et al, 2013. Une qualité nutritionnelle élevée n'est pas associée à de faibles émissions de gaz à effet de serre dans les régimes auto-sélectionnés des adultes français. *The American Journal of Clinical Nutrition*. mars 2013, 97, pp 569-583 / <http://ajcn.nutrition.org/content/early/2013/01/30/ajcn.112.035105.abstract?sid=2aad825c-7b40-4a92-a198-2a6483ce1032>

⁵⁰ Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie, 2014. *Display of the environmental footprint of products: French developments* Disponible à l'adresse suivante : <http://www.developpement-durable.gouv.fr/Product-Environmental-Footprint.html> [Consulté pour la dernière fois le 10 octobre 2014].



Expériences de meilleures pratiques en matière d'élaboration de consignes intégrées sur les régimes alimentaires équilibrés et durables

Le Royaume-Uni

S'inspirant des conclusions de l'étude de Foresight intitulée *Futur de l'alimentation et de l'agriculture*⁵¹, le gouvernement du Royaume-Uni a fait figurer un engagement dans son Livre Blanc sur l'environnement naturel 2011 : « réunir le gouvernement et les partenaires de l'industrie et de l'environnement pour concilier nos objectifs d'amélioration de l'environnement et d'augmentation de la production alimentaire ».

Cela a pris corps sous la forme du *Green Food Project*, qui a réuni des parties prenantes de tous horizons afin de discuter et de convenir des fondements d'une stratégie britannique pour atteindre le double objectif de productivité et de durabilité environnementale. Le projet a conclu qu'il était nécessaire de procéder à des travaux de suivi supplémentaires afin d'élargir le débat et de l'affiner, et de se concentrer sur le régime et la consommation pour la durabilité de l'ensemble du système alimentaire.

Au mois de juillet 2013, les recommandations de cette consultation de suivi ont débouché sur des conseils concrets concernant les régimes durables, le comportement des consommateurs, la consommation durable et les principes de croissance. Cela a inclus un appel haut et fort à un meilleur leadership de la part du gouvernement concernant les systèmes alimentaires durables, notamment à l'égard des « questions se rapportant à la consommation (par ex. comment les compromis seront abordés), l'intégration des approches côté consommation et côté production, et les conseils et l'étiquetage officiels et sans parti pris destinés aux consommateurs ».⁵² À ce jour, le gouvernement n'a pas réagi à ces recommandations. Et, malgré la bonne volonté évidente des parties prenantes, les prochaines étapes sont encore incertaines.

⁵¹ Foresight, 2011. Rapport final du projet, Futur de l'alimentation et de l'agriculture. The Government Office for Science, Londres. / <https://www.gov.uk/government/publications/future-of-food-and-farming>

⁵² Ministère britannique de l'Environnement, de l'Alimentation et des Affaires rurales, 2013. Sustainable consumption report: Follow-up to the Green Food Project / <https://www.gov.uk/government/publications/sustainable-consumption-report-follow-up-to-the-green-food-project>



La Suède



Expériences de meilleures pratiques en matière d'élaboration de consignes intégrées sur les régimes alimentaires équilibrés et durables

En collaboration avec ses homologues des pays nordiques, l'Agence suédoise de l'alimentation (SLV) formule tous les huit ans⁵³ des recommandations alimentaires fondées sur des données factuelles. Publiées en 2014, les dernières recommandations du genre ont inclus pour la première fois un chapitre sur les aspects environnementaux de la consommation alimentaire. La SLV est en train de mettre à jour les recommandations alimentaires suédoises existantes, y compris les aspects environnementaux, qui seront prêtes début 2015.

Au mois de juin 2014, la SLV a également formulé sa première recommandation sur la quantité de viande dans les régimes alimentaires, en se fondant sur les problèmes liés à la santé tout en tenant compte de l'environnement. À l'instar du Fonds mondial de recherche contre le cancer, l'Agence a déclaré que les Suédois ne devraient pas consommer plus de 500 g de viande rouge par semaine, y compris les produits transformés à base de viande tels que les saucisses.⁵⁴

Ces travaux se sont heurtés à toute une myriade de problèmes. En 2008, la SLV a publié un rapport intitulé *Towards Environmentally Sound Dietary Guidelines*, pour aider à ajuster les consignes alimentaires suédoises en fonction des priorités environnementales.⁵⁵ Ce rapport a été rédigé en étroite collaboration avec l'Agence suédoise de protection de l'environnement (SEPA), selon laquelle une consommation alimentaire plus durable est indispensable à la réalisation d'au moins quatre de ses 16 objectifs clés à atteindre d'ici 2020 : la réduction de l'impact climatique, un environnement moins toxique, un paysage agricole varié et une grande diversité de la faune et de la flore.

Étant donné que ce rapport était pertinent pour l'UE, il fut envoyé à la CE à titre d'information en 2009 ; or, la Commission fit part d'un retour d'information négatif au gouvernement suédois, car ce document formulait diverses recommandations visant à accroître la consommation de produits alimentaires suédois tels que les fruits, les légumes-racines, les produits d'origine animale et les huiles. Si le gouvernement suédois disposait de bons arguments environnementaux pour étayer ces recommandations, celles-ci furent perçues comme contraires à l'Acte pour le marché unique de l'UE car elles privilégieraient injustement les éleveurs suédois. Ces objectifs contradictoires ont entraîné un retard important dans les évolutions des politiques suédoises. Pour éviter des retards semblables dans d'autres pays désireux de mettre à jour leurs consignes alimentaires, nous conseillons à la CE de jouer un rôle plus proactif dans son accompagnement des pays à l'avenir.

⁵³ Conseil nordique des ministres, 2014. *Nordic Nutrition Recommendations 2012: Integrating nutrition and physical activity*. Copenhague : Nordisk ministerråd <http://www.norden.org/en/theme/nordic-nutrition-recommendation>

⁵⁴ Darnerud, P. & Ilbäck, N., 2014. *Colorectal cancer-incidence in relation to consumption of red and processed meat*. Uppsala, Agence suédoise de l'alimentation (SLV) / http://www.slv.se/upload/dokument/rapporter/2014_livsmedelsverket_3_cancer_red_processed_meat.pdf

⁵⁵ Agence suédoise de l'alimentation, 2008. *Towards Environmentally Sound Dietary Guidelines - Scientific Basis for Environmental Assessment of the Swedish National Food Agency's Dietary Guidelines* / <http://www.slv.se/en-gb/Group1/Food-and-environment/Eco-smart-food-choices/>



Les Pays-Bas



Expériences de meilleures pratiques en matière d'élaboration de consignes intégrées sur les régimes alimentaires équilibrés et durables

Bien que les Pays-Bas ne comptent pas parmi les pays pilotes, il convient ici de mentionner les progrès accomplis dans ce pays en matière d'intégration des conseils du gouvernement sur les régimes alimentaires équilibrés et durables. En 2009, le Conseil néerlandais de la santé⁵⁶ a évalué les conséquences écologiques des recommandations pour une alimentation saine du pays⁵⁷. Il a alors découvert qu'un régime équilibré avait beaucoup en commun avec un régime respectueux de l'environnement, et que les meilleurs avantages sanitaires et écologiques combinés s'obtiennent en passant d'un régime alimentaire composé de produits d'origine animale à un régime plutôt à base de plantes. La recommandation néerlandaise de consommer du poisson deux fois par semaine était considérée comme la seule recommandation sanitaire ayant un impact environnemental négatif important au vu du niveau actuel des stocks de poissons.

À l'heure actuelle, dans le cadre d'un examen prévu des consignes nutritionnelles néerlandaises, le Centre de nutrition des Pays-Bas est en train de préparer des consignes environnementales et sanitaires intégrées. Celles-ci seront présentées à la mi-2015.

Il a également été recommandé d'accorder la priorité aux analyses et aux mesures à l'échelle européenne et mondiale, car la production alimentaire néerlandaise est fortement orientée à l'international et les mesures à ce niveau sont par conséquent celles susceptibles d'avoir le plus d'effet. Le Conseil a recommandé de chercher à obtenir un vaste soutien européen à l'élaboration de consignes pour un régime équilibré et respectueux de l'environnement. Cela signifie que les Pays-Bas doivent non seulement fournir des efforts à l'échelle nationale mais aussi, et surtout, à l'échelle européenne pour élargir l'approvisionnement en denrées alimentaires écologiquement responsables. En 2011, l'Agence néerlandaise d'évaluation environnementale a répondu à cet appel par la publication d'un rapport intitulé *Protein Puzzle*, qui montre les effets sanitaires et écologiques de la consommation actuelle de viande, de poissons et d'œufs de l'UE⁵⁸.

⁵⁶ Le Conseil de la santé est un organisme consultatif scientifique indépendant. Nous avons pour tâche de formuler des conseils à l'attention du gouvernement et du parlement dans le domaine de la santé publique et des recherches sanitaires/sur les soins médicaux.

⁵⁷ Conseil de la santé des Pays-Bas, 2011. *Guidelines for a healthy diet: the ecological perspective*. La Haye : Conseil de la santé des Pays-Bas, publication n° 2011/08E. ISBN 978-90-5549-845-1 / <http://www.gezondheidsraad.nl/en/publications/healthy-nutrition/guidelines-healthy-diet-ecological-perspective>

⁵⁸ Westhoek et al, 2011. *The protein puzzle. The consumption and production of meat, dairy and fish in the European Union*. / La Haye : Agence néerlandaise d'évaluation environnementale (PBL).

**CHAPITRE 4 :
OBSTACLES ET
OPPORTUNITÉS
DANS LE CADRE DES
RÉGIMES ALIMENTAIRES
DURABLES : CE QUE
LES GOUVERNEMENTS
PEUVENT FAIRE**



CHAPITRE 4 : OBSTACLES ET OPPORTUNITÉS DANS LE CADRE DES RÉGIMES ALIMENTAIRES DURABLES : CE QUE LES GOUVERNEMENTS PEUVENT FAIRE

Une partie importante du projet LiveWell for LIFE consistait à identifier précisément les principaux obstacles et opportunités, tant sociaux qu'économiques, pour l'adoption de régimes alimentaires plus équilibrés et plus durables en Europe. Au cours du deuxième atelier de LiveWell, une longue liste des principaux obstacles et opportunités a fait l'objet de discussions entre particuliers, sociétés et responsables politiques qui constituent ce que l'on appelle le triangle du changement. Le Tableau 1 offre un aperçu général de l'atelier au cours duquel des conseils ont été formulés quant aux défis les plus pressants conformément aux recommandations de l'assiette LiveWell.

	Opportunités	Obstacles
Personnes	Intérêt croissant pour les aliments durables	Connaissances limitées/confusion
	Des modèles de régimes alimentaires durables existent déjà	Habitudes
	Intérêt pour la santé	Coûts perçus
	Économies	Problématiques culturelles/ sexospécifiques
		Temps/mode de vie
		Accès
Responsables politiques	Gains politiques (y compris en matière de santé publique, de changement climatique, de sécurité alimentaire et d'objectifs environnementaux)	Accent mis sur la production et non sur la consommation alimentaire
	Autonomisation des parties prenantes du secteur alimentaire pour qu'elles soutiennent la politique	Climat économique
		Culture institutionnelle
		Réticence à s'impliquer dans les politiques relatives aux changements de comportement
		Sensibilité du gouvernement aux pressions exercées par l'industrie
Entreprises	Satisfaction des attentes de la société	Influencent les consommateurs
	Politique européenne	Défis côté approvisionnement
	Choix des consommateurs	Défi au cadre de politique
		Absence d'une définition du régime alimentaire durable qui fait autorité

Tableau 1



CHAPITRE 4.1 PRINCIPALES OPPORTUNITÉS POUR LES RÉGIMES ALIMENTAIRES DURABLES

Le choix du moment constitue clairement une opportunité. Les parties prenantes de LiveWell pensent que l'heure est propice au changement, citant un intérêt croissant de la part des consommateurs pour une alimentation saine, pour tout un ensemble de raisons et en particulier pour des raisons de santé.

Bien que les inquiétudes environnementales concernant les denrées alimentaires prennent de l'ampleur, la santé représente toujours un facteur de motivation plus fort de changement de comportement. Les recherches menées par le gouvernement britannique sur les attitudes et les comportements vis-à-vis des aliments durables ont révélé que la santé représente le facteur le plus important aux yeux des consommateurs (81 %), la durabilité environnementale occupant la dernière place dans la liste de leurs préoccupations (26 %) ⁵⁹. Une étude menée auprès des consommateurs dans l'ensemble des États membres de l'UE a également montré que la santé prenait le pas sur les préoccupations environnementales dans le choix des aliments. Même si 32 % des personnes interrogées ont déclaré souhaiter acheter moins souvent de la viande ou des produits dérivés de viande, c'est souvent principalement pour des raisons de santé (54 %), que de préoccupations environnementales (16 %). Nombre d'entreprises dynamiques ont commencé à exploiter le créneau en pleine évolution des denrées alimentaires saines et durables.

Mais tout n'est pas qu'une question de santé : on a pu observer une tendance plus générale où des modèles alimentaires en pleine évolution traduisent un problème d'identité. Prenez par exemple la popularité que rencontre depuis peu les mouvements de « slow-food » et de produits locaux. Des recherches menées récemment suggèrent que deux principaux systèmes de valeur opèrent une transition vers une consommation de viande moindre et meilleure : les mouvements gastronomiques « biologiques » et « fins ». Les défenseurs des épicerie fines apprécient le goût intense et l'aspect esthétique des aliments ainsi que les relations sociales qu'ils engendrent au sein de la société. Les aliments doivent être goûteux, audacieux et ancrés dans la culture. Les aliments biologiques ⁶⁰ sont caractérisés par un souci éthique, et la pureté physique et morale des aliments est particulièrement appréciée. Les aliments doivent être purs, issus du commerce équitable et avoir une empreinte écologique minimale ⁶¹. Ces systèmes de valeur changeants liés à nos aliments, qu'ils soient justifiés par des raisons sociales, économiques ou écologiques, sont synonymes d'opportunités commerciales, car cet appétit croissant pour des denrées alimentaires plus durables demande à être rassasié.

⁵⁹ Ministère britannique de l'Environnement, de l'Alimentation et des Affaires rurales. 2011. *Attitudes and Behaviours around Sustainable Food Purchasing*. Defra, Londres, Royaume-Uni. https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/111111/attitudes_and_behaviours_around_sustainable_food_purchasing.pdf

⁶⁰ Dans cette citation, l'adjectif « biologique » s'entend d'un système de valeur étendu qui s'articule autour de l'alimentation et ne doit pas être confondu avec la définition et les principes du mouvement de l'agriculture biologique.

⁶¹ Schössler & Hedlund-De Witt, 2012. *Sustainable Protein Consumption and Cultural Innovation – What business, organisations, and governments can learn from sustainable food trends in Europe and the United States*. Amsterdam, mars 2012, ISBN : 978-94-6190-884-1 / http://www.ivm.vu.nl/en/Images/Sustainable%20protein%20consumption%20and%20cultural%20innovation_tcm53-263438.pdf

CHAPITRE 4.2 PRINCIPAUX OBSTACLES AUX RÉGIMES DURABLES

En dépit des connaissances de plus en plus pointues détenues par les consommateurs en matière de régimes alimentaires équilibrés, le Réseau européen des parties prenantes dans le domaine de l'alimentation de LiveWell a souligné que les régimes respectueux de l'environnement étaient encore largement incompris en Europe. Beaucoup de consommateurs ne se rendent tout simplement pas compte que les aliments représentent une part importante de leur empreinte écologique personnelle. Et les dernières recherches suggèrent que des régimes plus équilibrés ne sont pas toujours synonymes d'une empreinte carbone plus faible⁶². Il existe également des contradictions importantes dans ce qui constitue un régime alimentaire durable selon les consommateurs. Ainsi par exemple, d'après les recherches menées auprès des consommateurs au Royaume-Uni, la réduction des emballages des produits alimentaires serait, d'avis général, l'aspect le plus important d'une consommation alimentaire soucieuse de l'environnement alors que la réduction de la consommation de viande est perçue comme y contribuant le moins.⁶³ Malgré les signes d'amélioration des connaissances sur l'alimentation durable au sein de l'UE⁶⁴, le projet LiveWell a montré que l'éducation et l'amélioration de la sensibilisation représentaient toujours des défis majeurs.

Le mode de communication actuel des renseignements sur la durabilité des aliments représente un autre obstacle. Les personnes qui souhaitent mieux s'informer se heurtent habituellement à une cacophonie de messages qui sont pour certains incomplets, voire contradictoires, ou qui sèment la confusion. Les consommateurs ont une confiance limitée dans les revendications écologiques de l'industrie, et beaucoup ne reconnaissent pas les logos d'assurance qualité alimentaire. Un peu plus d'un tiers des citoyens de l'UE sont conscients du logo du commerce équitable, un quart connaissent le logo biologique de l'UE alors que seule une petite minorité de consommateurs sont conscients des logos qui symbolisent les trois éléments du système d'Indication géographique protégée de l'UE. La connaissance de ces logos varie beaucoup d'un État membre de l'UE à un autre⁶⁵. Nous devons simplifier et améliorer la communication concernant les revendications écologiques.



Outre le fait d'être mal informés, les consommateurs sont ancrés dans leurs habitudes, même ceux qui souhaitent modifier leur régime alimentaire. Nos parties prenantes perçoivent ces habitudes tenaces comme un obstacle majeur. Un fossé demeure entre les consommateurs informés et motivés et leurs actions : le fossé entre les connaissances et l'action. Les consommateurs qui déclarent souhaiter penser aux questions éthiques et environnementales lorsqu'ils choisissent leurs aliments continuent de faire figurer cette priorité en bas de liste par rapport aux autres questions comme celles du prix, de la sécurité, du goût, de la qualité et de la santé.^{66 67} Les parties prenantes de LiveWell ont souligné que les prix alimentaires représentaient un obstacle particulièrement important. À l'heure actuelle, le prix des aliments ne reflète pas leurs coûts réels. Certains aliments ont une valeur nutritionnelle élevée et un impact important sur l'environnement, ce qui devrait se refléter dans leur prix. Notons toutefois qu'étant donné que les assiettes LiveWell ont montré que des régimes alimentaires durables peuvent être synonymes d'économies, le prix pourrait représenter l'une des principales opportunités de l'adoption de ces régimes.

⁶² Voir par exemple : Vieux et al, 2013. Une qualité nutritionnelle élevée n'est pas associée à de faibles émissions de gaz à effet de serre dans les régimes autosélectionnés des adultes Français. *The American Journal of Clinical Nutrition*. mars 2013, 97, pp 569-583

⁶³ Faber, J et al. 2012. *Behavioural Climate Change Mitigation Options*. CE Delft, Delft, Pays-Bas. http://ec.europa.eu/clima/policies/roadmap/docs/food_report_en.pdf

⁶⁴ Commission européenne, 2013. *Eurobaromètre flash 367 : Attitudes des Européens à l'égard de l'instauration du marché unique des produits verts*. À la page 98, le rapport indique que 80 % des Européens déclarent être prêts à manger moins de viande, mais de meilleure qualité, pour des raisons écologiques / http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/flash_arch_374_361_en.htm#367

⁶⁵ Commission européenne. 2012. *L'attitude des européens à l'égard de la sécurité alimentaire, de la qualité de l'alimentation et de l'environnement rural*. *Eurobaromètre spécial 389*. Commission européenne, Bruxelles, Belgique. http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/ebs/ebs_389_en.pdf

⁶⁶ *Which?* 2010. *Making Sustainable Food Choices Easier*. *Which?*, Londres, Royaume-Uni.

⁶⁷ Agence néerlandaise d'évaluation environnementale (PBL), 2013. *De Macht van Het Menu* (Le pouvoir du menu) La Haye, 2013 / http://www.pbl.nl/sites/default/files/cms/publicaties/PBL_2013_De_macht_van_het_menu_792.pdf

CHAPITRE 4.3 SOUTENIR LES INSTRUMENTS POLITIQUES POUR COMBLER LES LACUNES

Les travaux du projet LiveWell sur les obstacles et les opportunités ont montré la nécessité de politiques publiques renouvelées en matière de consommation afin de parvenir à un système alimentaire européen durable qui comprend des régimes équilibrés et durables. En nous fondant sur le deuxième atelier des parties prenantes de LiveWell, nous avons dressé la liste des six principaux enseignements à tirer pour les responsables politiques en termes de priorités.

1. Mettre à profit l'élan public actuel en faveur de régimes alimentaires plus équilibrés et plus durables.
2. Appuyer une meilleure sensibilisation à l'alimentation, en particulier concernant l'impact environnemental des aliments.
3. Collaborer avec les responsables politiques pour combler le fossé entre les connaissances et l'action. Mieux mettre à contribution les sciences du comportement lors de la conception des politiques et des stratégies de communication.
4. Soutenir les entreprises qui appuient déjà les régimes et aliments durables.
5. Veiller à ce que le prix des aliments reflète leurs coûts réels pour la société et l'environnement.
6. Communiquer le potentiel d'économies de coûts des régimes équilibrés et durables parallèlement au potentiel de qualité des produits individuels.

Comme indiqué au chapitre 3, il existe tout un éventail d'initiatives politiques locales, nationales, régionales et européennes visant à encourager une meilleure consommation alimentaire ; or, la plupart se focalise exclusivement sur une nutrition saine. Étant donné que les régimes durables représentent un nouveau défi pour la plupart des pays de l'UE, nous avons examiné les principales pierres angulaires d'un cadre de politique qui intégrerait les six défis susvisés. Ces options de politiques habilitantes doivent sous-tendre des mesures plus particulières, dont trois qui ont été établies comme prioritaires par notre réseau de parties prenantes et qui seront présentées au prochain chapitre.

Au vu de la dimension européenne de la mauvaise nutrition et de l'empreinte écologique des aliments, et étant donné que la plupart des politiques agricoles et alimentaires sont conçues à l'échelle européenne, ces recommandations sont principalement destinés aux décideurs de l'UE. Quatre priorités se démarquent des autres, à savoir :

1. L'élaboration d'un cadre de politique intégré plus cohérent.
2. L'établissement de cibles et le signalement des données.
3. Le partage des meilleures pratiques.
4. Le soutien aux priorités communes en matière de recherche.



CHAPITRE 4.3.1 MISE AU POINT D'UN CADRE DE POLITIQUE INTÉGRÉ PLUS COHÉRENT

Au mois de mars 2014, un groupe multipartite de MPE a organisé une conférence sur l'alimentation durable au Parlement européen. Ce groupe tenait à ce que l'UE élabore une politique commune en matière d'alimentation durable pour faire le lien entre les diverses politiques alimentaires sur la santé, l'agriculture et l'environnement⁶⁸. En avril, le groupe de parties prenantes de la chaîne alimentaire la plus influente de l'UE a publié une déclaration sur les systèmes alimentaires durables, demandant à l'UE d'améliorer la cohérence des différents instruments et objectifs de politiques liés à l'alimentation entre les plateformes de parties prenantes de l'UE en tenant compte des trois piliers de la durabilité, à commencer par l'agriculture et la pêche de l'UE, la santé et les consommateurs, en passant par la gestion des déchets et les politiques énergétiques.⁶⁹ À notre sens, il s'agit là d'une preuve que l'approche politique fragmentée à l'alimentation adoptée à l'heure actuelle par l'UE ne marche pas.

Menées par le biais du projet LiveWell for LIFE, nos recherches ont révélé que préconiser une transition vers une production et une consommation alimentaires plus durables nécessite des mesures sur de nombreux fronts et implique des politiques qui sont de la responsabilité de nombreux ministères distincts du gouvernement. Malgré le degré d'intégration du programme plus vaste de Consommation et de Production Durables (CPD) qui existe déjà⁷⁰, nous devons élaborer une approche plus intégrée à l'alimentation. La CE pourrait s'appuyer sur sa consultation publique de 2013 sur la durabilité du système alimentaire⁷¹ pour élaborer un cadre de politique plus cohérent, ainsi qu'un plan d'action et une stratégie en matière d'alimentation durable dotés d'objectifs et de cibles clairs et mesurables. Aux côtés de cibles plus précises visant à mesurer les progrès accomplis par le système alimentaire en termes de durabilité, d'autres cibles plus générales seraient également pertinentes, comme par exemple celles promouvant la réduction de l'utilisation globale des ressources⁷² ou l'absence de perte nette de biodiversité⁷³.

⁶⁸ Parlement européen, 2014. Vidéo de la Conférence sur l'alimentation durable du Parlement européen. Disponible en ligne à l'adresse suivante : <http://www.europarl.europa.eu/ep-live/en/other-events/video?event=20140402-0900-SPECIAL-UNKN> [Consulté le : 13 octobre 2014]

⁶⁹ FoodDrinkEurope, 2014. *Europe's food chain partners publish joint declaration on the sustainability of food systems*. Disponible à l'adresse suivante : <http://www.fooddrinkurope.eu/S=0/news/position/europes-food-chain-partners-publish-joint-declaration-on-the-sustainability/>

⁷⁰ En particulier par l'intermédiaire du plan d'action Consommation et Production durables 2008 de l'UE et de la Feuille de route pour une Europe efficace dans l'utilisation des ressources.

⁷¹ Commission européenne, 2014. *Sustainable food*. [en ligne] Disponible à l'adresse suivante : <http://ec.europa.eu/environment/eussd/food.htm> [Consulté le : 13 octobre 2014]

⁷² Commission européenne, 2011. COM(2011) 571 : Feuille de route pour une Europe efficace dans l'utilisation des ressources. Cette feuille de route suggère une cible de 20 % de réduction des ressources employées par la chaîne alimentaire d'ici 2020. / http://ec.europa.eu/environment/resource_efficiency/about/roadmap/index_en.htm

⁷³ Commission européenne, 2011. COM/2011/0244 final : La biodiversité, notre assurance-vie et notre capital naturel - stratégie de l'UE à l'horizon 2020 La 3e cible de la stratégie de l'UE en matière de biodiversité stipule que d'ici 2020, il faudra ... parvenir à une amélioration mesurable(*) de l'état de conservation des espèces et des habitats qui dépendent de l'agriculture ou sont affectées par celle-ci, et de la prestation de services écosystémiques par comparaison à l'état de référence UE2010, contribuant ainsi à améliorer la gestion durable.

CHAPITRE 4.3.2 CIBLES ET DONNÉES

Pour vérifier le bon fonctionnement des cibles de production et de consommation alimentaires durables, il importera de veiller à en assurer correctement le suivi et l'évaluation. Les États membres devront fournir des informations de base à évaluer par rapport à un ensemble d'indicateurs adaptés. Des rapports seront régulièrement rédigés et des mécanismes à cet effet, ainsi que les dispositions concernant le traitement nécessaire des données à l'échelle de l'UE, devront être mis en place.

Cela ne signifierait pas forcément qu'il faudrait tout recommencer depuis le début avec de nouveaux systèmes. Nous pourrions déjà obtenir un aperçu en regroupant et en communiquant les tendances concernant les rapports actuels sur l'alimentation, la santé et l'environnement. La publication de rapports sur les mesures financières et économiques structurelles visant à encourager une consommation et une alimentation plus durables pourrait devenir une obligation par le truchement des Semestres nationaux et européens, le cycle annuel de surveillance et d'orientation des politiques économiques de l'UE.



CHAPITRE 4.3.3 PARTAGE DES MEILLEURES PRATIQUES

L'UE pourrait aider ses États membres à partager leurs informations concernant les outils de politiques mis à profit pour encourager des choix alimentaires durables. Elle pourrait également examiner les forces et les faiblesses des différentes approches ainsi que les obstacles à la mise en œuvre et les solutions pour les surmonter. Le partage des expériences et connaissances au sein de l'UE, peut-être par le biais d'un forum régulier, pourrait favoriser des approches plus créatrices et plus novatrices et aider à venir à bout de la résistance à certains des outils de politiques économiques et fiscaux moins utilisés.

La CE pourrait aider à partager les meilleures pratiques en informant les États membres sur les outils à leur disposition et la manière de les utiliser, et en créant un centre de partage en ligne répertoriant des exemples. Bien que ce genre d'outils existe déjà pour les Marchés publics écologiques et de plus en plus pour la réduction des déchets alimentaires, il serait utile de disposer d'une ressource consacrée à la consommation alimentaire durable.

Le Réseau européen des parties prenantes dans le domaine de l'alimentation de LiveWell a eu l'idée pratique de partager les méthodes d'élaboration des consignes alimentaires intégrées sur la santé et la durabilité environnementale. Comme nous l'avons fait remarquer plus tôt dans ce rapport, les bons exemples ne manquent pas en Europe, mais aucun lien n'a été établi entre eux. De plus, comme le montre l'étude de cas suédoise, nous avons besoin des conseils de la Commission sur la relation entre la durabilité et la compétitivité. La CE pourrait faire d'une pierre deux coups en prodiguant ces conseils tout en apportant un éclaircissement au sujet des limites du droit de la concurrence.



CHAPITRE 4.3.4 SOUTENIR LES PRIORITÉS COMMUNES EN MATIÈRE DE RECHERCHES ET DE DÉVELOPPEMENT

À l'heure actuelle, il existe beaucoup de lacunes en termes d'information concernant l'élaboration de régimes durables, ce qui entrave les progrès accomplis par les politiques. L'UE devrait jouer un rôle actif et contribuer à combler ces lacunes par le biais de ses propres services, tels que le Centre de recherche commun, les données en provenance d'Eurostat ou par l'intermédiaire d'appels à des financements en vertu du programme Horizon 2020.

Voici quelques-uns des domaines qui nécessitent qu'on leur prête attention.

- Établissement de critères ou principes pour identifier ce qui constitue une alimentation durable. Des efforts importants sont déployés dans le domaine de l'analyse du cycle de vie, mais restent difficiles à appliquer à l'alimentation. L'UE doit trouver de toute urgence des solutions susceptibles d'être appliquées à court et moyen terme.
- Examen supplémentaire des aspects de durabilité des régimes alimentaires, tels que le reboisement, la gestion de l'eau et des nutriments.
- Relier les informations sur les coûts environnementaux et sanitaires externes et les inclure dans le prix d'ensemble d'un produit.
- Déterminer le genre de données qui sont nécessaires pour signaler les progrès par rapport aux cibles établies en matière de production et de consommation alimentaires durables.
- Commander des examens et évaluations des options de politiques existantes dans les États membres pour promouvoir les choix alimentaires durables.
- Financer et rechercher de nouvelles technologies pour aider les consommateurs à faire des choix plus éclairés lorsqu'ils font leurs courses (par exemple, une meilleure adhésion au programme numérique de l'UE).
- Compiler et évaluer les recherches qui existent sur les changements de comportements et l'alimentation afin de contribuer à élaborer les politiques futures conçues pour surmonter certains des obstacles actuels aux régimes durables.

Au fur et à mesure que ces outils et données à l'appui s'améliorent, ils pourront contribuer à la mise au point de mesures plus solides à l'échelle européenne et mener à la mise en place d'outils de politiques plus ambitieux à plus long terme.

**CHAPITRE 5 :
MESURES POLITIQUES
PARTICULIÈRES
IDENTIFIÉES DANS LE
CADRE DU PROJET
LIVEWELL FOR LIFE**



CHAPITRE 5 : MESURES POLITIQUES PARTICULIÈRES IDENTIFIÉES DANS LE CADRE DU PROJET LIVEWELL FOR LIFE

Il a été demandé aux parties prenantes du troisième atelier de LiveWell for LIFE, qui s'est tenu à Bruxelles au mois de juin 2014 sous le thème *Facilitating the adoption of Sustainable Diets in the EU* (Faciliter l'adoption de régimes durables au sein de l'UE), d'identifier les options de politiques de l'UE ainsi que les initiatives nationales pouvant, selon elles, être mises en œuvre aujourd'hui en conformité avec nos recommandations et qui parviendraient le mieux à convaincre les Européens d'adopter un régime alimentaire durable.

Il en est ressorti trois domaines au potentiel de réussite élevé en raison de leur fort impact, de leur caractère acceptable sur le plan politique ainsi que de leur rentabilité. Ces domaines sont l'éducation, les marchés publics écologiques et la nécessité d'une Politique agricole et alimentaire commune. Ayant déjà discuté d'une stratégie de politique alimentaire intégrée et commune, nous allons à présent nous pencher sur l'éducation et les marchés publics.

CHAPITRE 5.1 ÉDUCATION

La majorité des membres du Réseau européen des parties prenantes dans le domaine de l'alimentation sont d'avis que l'éducation représente la mesure la plus acceptable sur le plan politique et qui, dotée d'un fort potentiel de réplication, est rentable pour un impact à long terme.

Au sein de l'UE, l'Éducation au service du développement durable (EDD) a joué un rôle important dans l'amélioration de la durabilité et a été reconnue en tant que telle dans la Coopération européenne dans le domaine de l'éducation et de la formation (« Éducation et formation 2020 »⁷⁴) et la Stratégie Europe 2020 pour la croissance et l'emploi⁷⁵.

Les 28 États membres de l'UE ont tous des politiques en place concernant l'alimentation dans les écoles, dont 15 accompagnées de règlements obligatoires et 15 donnant des conseils volontaires sur l'alimentation dans les établissements scolaires⁷⁶. Les recherches en provenance de l'IPEE suggèrent qu'il est important de veiller à ce que les consommateurs comprennent les questions de durabilité de base concernant les denrées alimentaires. Le droit qui régit les informations sur l'alimentation s'appuie déjà sur les informations destinées aux consommateurs – par le biais de l'étiquetage, de la publicité et de la commercialisation – pour faire passer des messages clés au consommateur. L'un de ces messages concerne la durabilité. La stratégie dépend du concept selon lequel le consommateur moyen est « normalement informé, attentif et avisé »⁷⁷ ; or, il est à présent bien connu que cette définition juridique n'est qu'une fiction.

L'analyse coûts-avantages de Civic Consulting a également fait remarquer que : « Les mesures éducatives sur l'alimentation, la nutrition et l'environnement sont des mesures politiques clés pour encourager l'adoption de régimes alimentaires équilibrés et durables, qui devraient être intégrées dans une stratégie nationale d'éducation alimentaire durable. L'éducation devrait principalement cibler les élèves au niveau de l'école primaire, mais aussi, dans une moindre mesure, au niveau de l'enseignement secondaire, et devrait consister non seulement en leçons en classe, mais également intégrer des approches pédagogiques pratiques, y compris des visites de fermes/usines de fabrication de produits alimentaires et l'utilisation de jardins à l'école, ainsi que des mesures complémentaires telles que des cours de cuisine, car l'association de mesures diverses accroît l'efficacité d'ensemble ».

⁷⁴ Conclusions du Conseil du 12 mai 2009 concernant un cadre stratégique pour la coopération européenne dans le domaine de l'éducation et de la formation (« Éducation et formation 2020 »). Disponible en ligne à l'adresse suivante : [http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=CELEX:52009XG0528\(01\)&from=EN](http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=CELEX:52009XG0528(01)&from=EN)

⁷⁵ Conclusions du Conseil sur l'éducation au développement durable, 3046ème Conseil, EDUCATION, JEUNESSE, CULTURE et SPORT, Bruxelles, 18 et 19 novembre 2010. Disponible en ligne à l'adresse suivante : http://consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/en/educ/117855.pdf [Consulté pour la dernière fois au mois d'octobre 2014].

⁷⁶ Stefan Storcksdieck genannt Bonsmann, Therese Kardakis, Jan Wollgast, Michael Nelson, Sandra Caldeira ; Mapping of National School Food Policies across the EU28 plus Norway and Switzerland, 2014. Disponible en ligne à l'adresse suivante : <https://ec.europa.eu/jrc/sites/default/files/lbna26651enn.pdf> [Consulté pour la dernière fois au mois d'octobre 2014].

⁷⁷ Eur-Lex, Affaire C-210/96 – Gut Springenheide. Disponible en ligne à l'adresse suivante : <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX:61996CJ0210> [Consulté pour la dernière fois au mois d'octobre 2014].

CHAPITRE 5.1 ÉDUCATION

Le rapport note également que : « Plusieurs parties prenantes ont été interrogées dans les pays faisant l'objet de l'étude de cas (France, Espagne et Suède) et ont suggéré que des mesures éducatives pertinentes devraient principalement cibler les élèves des écoles primaires, car les enfants sont considérés comme plus réceptifs à l'éducation à l'alimentation.⁷⁸ Ce point de vue est corroboré par la recherche scientifique, qui a constaté que les préférences sensorielles font leur apparition au cours des premières années de la vie et qu'il est par la suite difficile d'en changer.⁷⁹ En outre, grâce à l'apprentissage et à l'adoption d'habitudes de vie saines dès un jeune âge, ces habitudes ont beaucoup plus de chances de se maintenir à l'âge adulte⁸⁰. De plus, les parties prenantes ont souligné que l'éducation à « l'alimentation, la nutrition et l'environnement » dans les écoles ne profite pas seulement directement aux enfants [...] mais qu'elle pouvait également avoir des effets positifs indirects sur les modèles de consommation adoptés par leurs parents ».

Au cours du troisième atelier des parties prenantes, trois des sept groupes de membres du Réseau européen des parties prenantes dans le domaine de l'alimentation ont choisi de concevoir des parcours de mise en œuvre axés sur l'éducation, et sont parvenus à des conclusions très similaires au sujet de la nécessité d'impliquer les acteurs des secteurs de la santé, de l'éducation et de l'environnement, tant à l'échelle de l'UE qu'à l'échelle nationale. Voici une représentation du parcours de mise en œuvre conçu par le groupe de parties prenantes françaises :

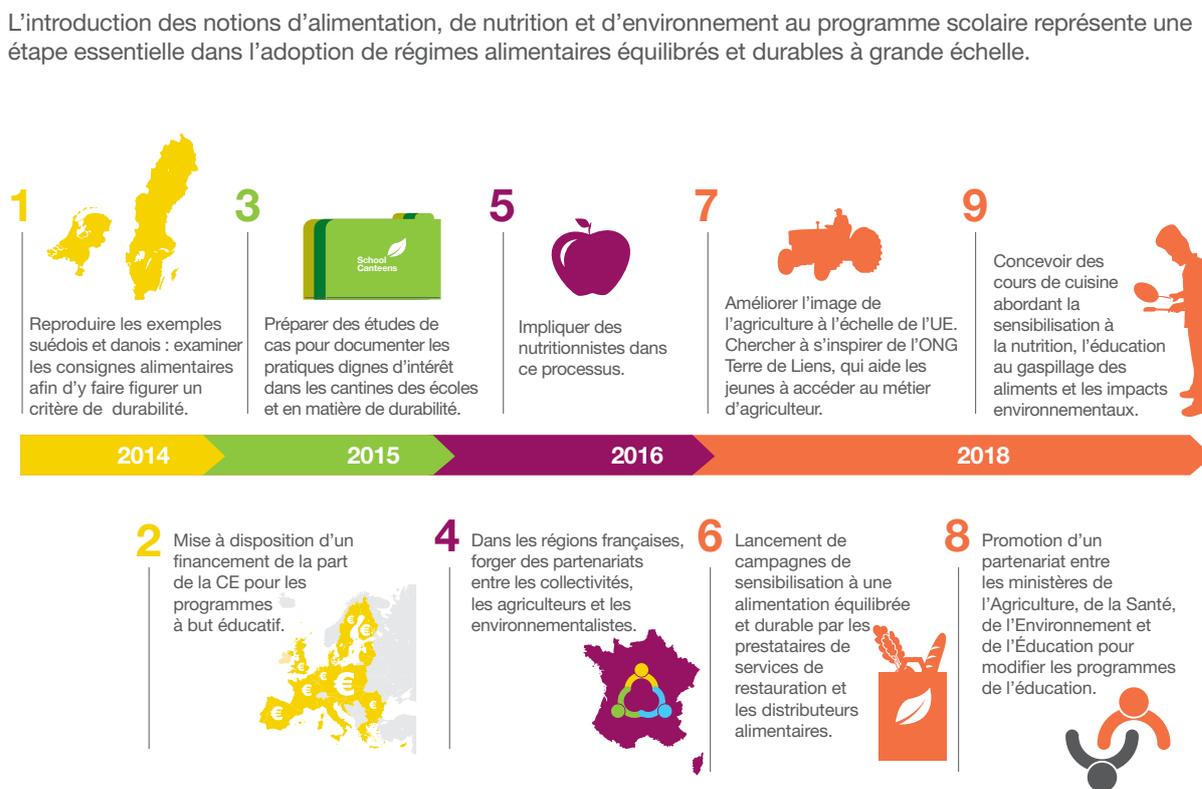


Figure 2 : Parcours de mise en œuvre français vers une éducation à la consommation et à la production alimentaires durables.

⁷⁸ Cependant, au cours des entretiens menés dans les pays, l'accent a également été mis sur le fait que l'éducation sur les régimes alimentaires équilibrés et durables pouvait également être incluse dans le programme scolaire des élèves de l'enseignement secondaire. Le gouvernement français a déclaré qu'il était indispensable que les concepts de développement durable soient diffusés par le biais des programmes scolaires indépendamment du programme suivi par les élèves. Gouvernement français. 2013. La conférence environnementale, les 20 et 21 septembre 2013, Palais d'Iéna – Paris, Table ronde n°5, Éducation à l'environnement et au développement durable, Document de travail. Disponible en ligne à l'adresse suivante : http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/Conf_envi_2013_Fiche_Table-Ronde_No5.pdf [Consulté pour la dernière fois au mois d'octobre 2014]

⁷⁹ INRA, Les comportements alimentaires. Quels en sont les déterminants ? Quelles actions, pour quels effets ? 2010.

⁸⁰ Commission européenne, Plan d'action de l'UE contre l'obésité infantile 2014-2020. Disponible en ligne et en anglais à l'adresse suivante : http://ec.europa.eu/health/nutrition_physical_activity/docs/childhoodobesity_actionplan_2014_2020_en.pdf [Consulté pour la dernière fois au mois d'octobre 2014]

CHAPITRE 5.2 MARCHÉS PUBLICS ÉCOLOGIQUES

Un deuxième choix populaire était de renforcer le soutien aux aliments et aux régimes alimentaires durables dans le cadre de la passation des marchés publics, ce que l'on appelle également souvent les marchés publics écologiques. Nous pensons que les gouvernements doivent respecter leurs propres normes et fournir à leur personnel un choix d'aliments sains, durables et équilibrés.

En Europe, les gouvernements dépensent chaque année environ deux mille milliards d'euros sur les marchés, soit environ 17 % du produit intérieur brut de l'UE. Un pouvoir d'achat de cette importance peut représenter de fortes incitations pour les marchés à livrer des produits et services plus durables. Le concept de base des marchés publics écologiques repose sur des critères environnementaux clairs, légitimes, vérifiables et ambitieux pour les produits, services et travaux, en se fondant sur une approche au cycle de vie et des données scientifiques.⁸¹



Figure 3 – Avantages des Marchés publics écologiques⁸²

De nombreux États membres possèdent plusieurs décennies d'expérience des marchés publics écologiques, mais de multiples obstacles identifiés à travers l'Europe limitent encore leur plein potentiel. Tout d'abord, dans certains domaines liés à l'alimentation, le soutien politique fait défaut, certains organismes publics ne reconnaissant pas la finalité des marchés publics écologiques, en particulier lorsque cela mène à une augmentation des coûts. Il est également nécessaire de disposer davantage de conseils sur la façon de vérifier les critères écologiques et de sensibiliser le public sur les avantages des produits plus écologiques. Enfin, il importe aussi de disposer de conseils juridiques sur l'endroit et la manière d'intégrer les critères environnementaux dans le processus de passation des marchés publics tout en respectant pleinement le droit européen des marchés publics.⁸³

⁸¹ Commission européenne, 2010. Green Public Procurement. Union européenne, 2010 / <http://ec.europa.eu/environment/gpp/pdf/brochure.pdf>

⁸² Commission européenne, 2010. Green Public Procurement. Union européenne, 2010 / <http://ec.europa.eu/environment/gpp/pdf/brochure.pdf>

⁸³ Commission européenne, 2013. EU Green Public Procurement Policy [présentation en ligne] Disponible à l'adresse suivante : http://ec.europa.eu/environment/gpp/pdf/26_11_2013/Organising%20GPP%20internally%20DG%20ENV.pdf [Consulté le 13 octobre 2014].

Pour surmonter ces obstacles, la CE a publié en 2008 une Communication sur les Marchés publics écologiques qui a introduit quatre outils volontaires visant à faciliter ces marchés.

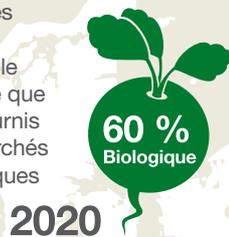
- Une cible politique : 50 % des procédures d'appel d'offres doivent être écologiques d'ici 2010.
- Critères communs pour les Marchés publics écologiques portant sur les produits et services prioritaires.
- Conseils opérationnels/juridiques dans une mallette de formation sur les Marchés publics écologiques.
- Plans d'action nationaux des Marchés publics écologiques.

Il y a une grande diversité dans les niveaux d'ambition et la mise en œuvre des plans d'action nationaux. Certains États membres ne disposent toujours pas d'un plan, et la part des produits et services écologiques varie de 40-60 % dans les quatre pays en tête à moins de 20 % dans 12 pays. Les meilleures performances sont enregistrées en Belgique, au Danemark, aux Pays-Bas, en Suède et au Royaume-Uni - pays qui ont une longue tradition dans le domaine des marchés publics écologiques et qui ont des objectifs établis, des obligations « contraignantes » ou plus « souples », et ont déployé des efforts de renforcement des capacités de manière proactive et institutionnalisée⁸⁴.

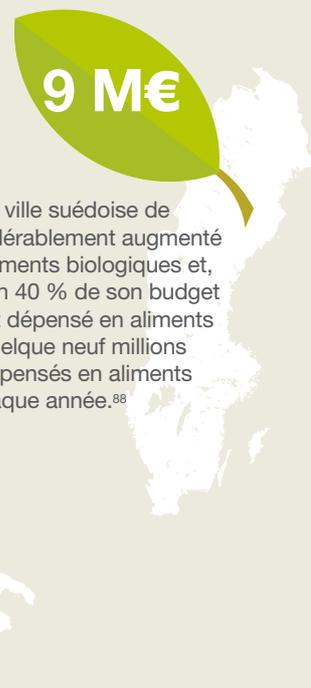
Le Conseil suédois de gestion environnementale (SEMCO) est l'organisme spécialisé du gouvernement suédois en matière de marchés écologiques. Ce dernier a mis au point des critères pour la passation de marchés publics durables pour des catégories d'aliments comme la viande, les légumes, les céréales et les légumineuses qui sont bien connus et largement employés par les municipalités suédoises. Le Conseil offre également un appui à ces municipalités et régions⁸⁵. À partir de 2014, les critères de passation des marchés et le soutien seront intégrés à l'Autorité suédoise de la concurrence. Les critères précisent trois types de niveaux de demande de base, moyenne ou élevée, et l'ensemble des critères sont conformes au critère de vérification.

Quelques exemples du pouvoir des Marchés publics écologiques

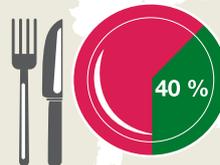
Le plan d'action biologique national pour toutes les cantines publiques du Danemark a fixé la cible ambitieuse visant à ce que 60 % des aliments fournis dans le cadre des marchés publics soient biologiques d'ici 2020⁸⁶.



Depuis 1997, la ville suédoise de Malmö a considérablement augmenté ses achats d'aliments biologiques et, fin 2012, environ 40 % de son budget alimentaire était dépensé en aliments biologiques. Quelque neuf millions d'euros sont dépensés en aliments biologiques chaque année.⁸⁸



En Italie, la priorité est accordée à l'approvisionnement en denrées alimentaires biologiques dans plusieurs programmes régionaux d'alimentation scolaire. En 2010, environ un million de repas scolaires ont été préparés à l'aide d'aliments biologiques, soit une proportion d'environ 40 % des aliments consommés dans les écoles⁸⁷.



⁸⁴ Commission européenne, 2013. EU Green Public Procurement Policy [présentation en ligne] Disponible à l'adresse suivante : http://ec.europa.eu/environment/gpp/pdf/26_11_2013/Organising%20GPP%20internally%20DG%20ENV.pdf [Consulté le 13 octobre 2014].

⁸⁵ Conseil suédois de gestion environnementale (SEMCO), 2014. SEMCO Procurement Criteria – Food. [en ligne] Disponible à l'adresse suivante : <http://www.msrf.se/en/Home/Procurement/SEMCO-Procurement-criteria/Food/> [Consulté le 13 octobre 2014].

⁸⁶ ARC2020, 2012. "Action plan" to improve organic production in Denmark. [en ligne] Disponible à l'adresse suivante : <http://www.arc2020.eu/front/2012/06/%E2%80%9Daction-plan%E2%80%9D-to-improve-organic-production-in-denmark/> [Consulté le : 13 octobre 2014]

⁸⁷ Voir Loes, A. et al., 2011. Innovative Public Organic food Procurement for Youth (iPOPY) – Rapport final. Tingvoll : Bioforsk Organic Food and Farming. Disponible à l'adresse suivante : https://djfextranet.agrsci.dk/sites/coreorganic_ipopy/public/Documents/iPOPY_final%20report.pdf

⁸⁸ Commission européenne, 2011. Acheter vert ! Un Manuel sur les marchés publics écologiques – 2e édition. Luxembourg : Office des publications de l'Union européenne, 2011/ http://www.foodlinkscommunity.net/fileadmin/documents_organicresearch/foodlinks/publications/Foodlinks_report_low.pdf

Les critères communs de l'UE sur les Marchés publics écologiques des aliments ont été publiés en 2008, et font une distinction entre l'alimentation et les services de restauration. Dans le cas des aliments, le seul critère clé est la part des aliments produits conformément au règlement de l'UE relatif à l'agriculture biologique, avec des points supplémentaires attribués en fonction du type d'emballages et de l'opportunité de les recycler. Pour les autorités souhaitant acheter les produits affichant la meilleure performance environnementale sur le marché, la Commission a introduit un régime exhaustif supplémentaire pour l'alimentation. Cela ajoute la part des produits restants qui proviennent de sources de production intégrée comme critère clé. Des points supplémentaires sont accordés pour l'emballage réduit, l'aquaculture et les produits de la mer qui satisfont à une norme certifiée crédible, et pour la part des produits d'origine animale respectueux des normes élevées de bien-être conformément aux consignes nationales. En ce qui concerne la restauration, les critères sont semblables mais comprennent également un critère clé relatif à la part de produits de saison, ainsi qu'un critère exhaustif sur l'approvisionnement des produits du papier⁸⁹.

Ces critères devraient maintenant être réexaminés, en se fondant sur les principaux défis à la durabilité alimentaire d'aujourd'hui, tels que les régimes alimentaires non durables et les déchets alimentaires. Ces critères devraient inclure un examen de la qualité des produits alimentaires, des aspects nutritionnels et de la réduction des déchets. Il est nécessaire de réviser les consignes relatives aux marchés publics de la CE sur les denrées alimentaires ; en outre, au vu de la grande diversité qui caractérise la mise en œuvre de ces consignes dans les différents États membres et de la faiblesse des progrès qui ont été enregistrés dans l'ensemble, davantage d'efforts devraient être fournis en faveur de la promotion des marchés publics écologiques au sein de l'UE. Cela pourrait se faire par le biais de l'introduction d'un système d'analyse comparative et d'un programme incitatif visant à récompenser les marchés publics écologiques efficaces. Il serait utile de rendre obligatoire le critère des marchés publics écologiques pour l'alimentation et les services de restauration ou de fixer une cible à l'échelle de l'ensemble de l'UE⁹⁰. L'ajout d'un état de référence par le biais de critères minimaux obligatoires augmenterait également l'équité sur le marché unique de l'UE, où les producteurs de denrées alimentaires et des traiteurs sont désormais confrontés à un éventail de normes différentes.



⁸⁹ Commission européenne, 2008. EU GPP Criteria. [en ligne] Disponible à l'adresse suivante : http://ec.europa.eu/environment/gpp/eu_gpp_criteria_en.htm [Consulté le : 13 octobre 2014]

⁹⁰ BIO Intelligence Service, 2012. Policies to encourage sustainable consumption, Rapport final préparé pour la Commission européenne (Direction générale de l'environnement) http://ec.europa.eu/environment/eussd/pdf/report_22082012.pdf

RECOMMANDATIONS FINALES

Des progrès importants ont été accomplis, mais il reste encore beaucoup à faire pour améliorer davantage la santé publique, notre empreinte écologique et la résilience de nos systèmes alimentaires. Ceux qui sont à la pointe du changement, à savoir les organisations de la société civile, les entreprises et les universitaires, sont confrontés à des obstacles systémiques qu'ils sont incapables de surmonter en l'absence d'un changement du cadre de la politique régissant ces domaines.

L'urgence des défis systémiques et globaux en présence, et les valeurs sous-jacentes de nombreux systèmes alimentaires, suggèrent un nouveau rôle pour les gouvernements. À l'heure actuelle, la plupart des gouvernements à travers l'Europe, y compris les institutions européennes, manquent d'une approche cohérente à la politique alimentaire. Malgré une manne de preuves et le soutien des parties prenantes, nous n'avons toujours pas assisté à une prise de mesures concrètes sur la consommation alimentaire et devons encore aller au-delà des simples mesures d'information pour influencer les marchés.

Dans ce chapitre, nous présentons huit recommandations de politiques stratégiques qui, se fondant sur les expériences du projet LiveWell for LIFE, permettraient de soutenir et d'encourager des régimes alimentaires plus équilibrés et plus durables :



1. Mettre en œuvre des politiques dites « sans regret » : en consultation avec le Réseau européen des parties prenantes dans le domaine de l'alimentation de LiveWell for LIFE, nous avons identifié trois options de politiques qui devraient avoir un impact important, être acceptables sur le plan politique et être rentables. En tant que telles, leur déploiement devrait être une priorité.



a) Réviser les consignes alimentaires nationales en tenant compte du concept de durabilité et des objectifs d'atténuation des émissions de gaz à effet de serre : nous avons montré que les régimes alimentaires équilibrés et les régimes alimentaires durables se recoupent de manière significative. Cependant, il existe des compromis importants entre santé et environnement : le fait d'encourager le public à manger davantage de poisson est susceptible d'avoir un effet négatif sur les stocks de poissons, et remplacer la viande rouge par des quantités de viande blanche plus importantes n'est pas toujours synonyme d'avantages pour le climat. Les gouvernements nationaux doivent élaborer des politiques visant à donner des consignes alimentaires plus équilibrées et intégrées sur les régimes alimentaires sains et durables. Ces politiques (dont les Pays-Bas affichent un bon exemple) pourraient servir de base fiable et utile aux initiatives futures dans le domaine de la consommation alimentaire durable.



b) Renforcer les Marchés publics écologiques : le Réseau européen des parties prenantes dans le domaine de l'alimentation de LiveWell a recommandé d'améliorer les Marchés publics écologiques dans l'alimentation et la restauration et de les rendre obligatoires. Les deniers publics devraient être employés pour acheter et servir des repas équilibrés et durables. Grâce à son processus de passation des marchés, le secteur public européen est un acteur puissant dans la chaîne alimentaire et peut créer de nouveaux marchés tout en favorisant le développement d'une économie de qualité. Les études de cas des succès enregistrés ne manquent pas en Europe : nous avons à présent besoin de les adopter à grande échelle. Un examen poussé des consignes en matière de marchés publics écologiques de l'UE devrait être une priorité, dans le but ultime de fixer des normes environnementales minimales plus contraignantes pour les marchés publics des denrées alimentaires.



c) Soutenir l'éducation dans le domaine de l'alimentation : les membres du Réseau de parties prenantes de LiveWell ont noté à maintes reprises la nécessité de trouver de nouvelles idées pour reconnecter les gens aux origines de leurs aliments, de sorte qu'ils puissent faire des choix mieux avisés. Les gouvernements doivent soutenir une meilleure éducation à l'alimentation. Les activités telles que les visites de fermes et les cours de cuisine devraient être disponibles dans toutes les écoles et ne pas dépendre d'initiatives locales ou des frais de scolarité. Les politiques alimentaires des établissements scolaires à l'échelle tant nationale que de l'UE devraient chercher à offrir aux enfants des repas équilibrés et durables et mettre davantage l'accent sur l'éducation pour encourager de bonnes habitudes alimentaires, une diversité de l'alimentation ainsi que la durabilité environnementale.



2. Mettre à jour les politiques agricoles et nutritionnelles et les consolider en une politique alimentaire durable : nous pensons que les valeurs environnementales, économiques et sociales devraient influencer davantage la production et la consommation alimentaires. Les gouvernements devraient consulter un large éventail de parties prenantes de l'industrie alimentaire afin d'élaborer une vision commune à long terme de ce qui constitue un système alimentaire durable, en veillant par exemple à une meilleure intégration des politiques liées à l'alimentation (en particulier l'intégration de l'agriculture, de l'environnement et de la santé), et en clarifiant le partage des compétences entre les institutions de l'UE, les collectivités locales et les gouvernements nationaux. Les gouvernements à tous les niveaux doivent veiller à ce que les objectifs en matière de santé publique, de conservation de la nature et de résilience des systèmes alimentaires soient satisfaits et modifier la tendance actuelle à la prévalence des politiques axées sur la production, la sécurité et le libre-échange.



3. Renforcer l'action préventive sur les maladies non transmissibles liées à l'alimentation : comme l'a montré le projet LiveWell, malgré quelques différences, les régimes alimentaires équilibrés et durables peuvent se renforcer mutuellement. Ainsi, le maintien et le renforcement de l'action préventive actuelle en matière d'obésité et de surpoids seraient dans la plupart des cas bénéfiques tant pour la santé publique que pour l'environnement. Il existe un nombre époustoufflant de déclarations politiques, mais le suivi législatif est minime, notamment en raison des tactiques de pression efficaces exercées par ceux qui ont intérêt à retarder les progrès. Le financement public de la prévention de l'obésité ne représente actuellement qu'une fraction de ce que l'on dépense pour le traitement de cette maladie.



4. Mieux mettre à profit la gouvernance économique : le Réseau de parties prenantes de LiveWell for LIFE a souligné l'importance du prix dans le processus de prise de décision, suggérant la nécessité de mettre davantage l'accent sur les politiques économiques outre les mesures d'information. Les principes du pollueur-payeur et de l'utilisateur-payeur doivent être mieux appliqués dans le domaine de la politique alimentaire, par exemple par le biais d'une meilleure tarification des ressources dans l'agriculture en éliminant les taxes sur les aliments et les subventions nocives qui privilégient une consommation alimentaire malsaine et non durable, ou en facturant plus pour la commercialisation des produits alimentaires qui ne sont ni durables, ni bons pour la santé. Ces mesures politiques devraient être prises avec grande prudence, afin d'éviter tout effet secondaire pervers. Le coût environnemental et sanitaire de la production et de la consommation alimentaires devrait se refléter dans la gouvernance macroéconomique, par exemple par l'intermédiaire du Semestre européen, le cycle annuel de coordination des politiques économiques de l'UE.



5. La politique relative à la concurrence ne devrait pas occulter les objectifs en matière de durabilité : la mise en œuvre actuelle des règles relatives à la concurrence de l'UE fait en réalité obstacle à une transition des États membres et entreprises progressistes vers une production et une consommation alimentaires plus durables. La CE et les États membres de l'UE devraient parvenir à un accord sur la manière dont la politique dans le domaine de la concurrence de l'UE est susceptible de fournir un environnement de marché équitable, tout en établissant simultanément des cadres prévisibles pour des normes minimales et en encourageant les entreprises les plus performantes dans le domaine de la santé et de l'environnement. Les règles de la concurrence ne doivent pas éclipser la durabilité de toute la chaîne alimentaire.



6. Rechercher les synergies locales-globales : nous savons bien que la réalisation d'une consommation alimentaire durable qui améliore la nutrition tout en luttant contre le changement climatique représente un défi mondial. Il serait bénéfique d'évaluer le potentiel de reproduction des initiatives couronnées de succès en dehors de l'Europe. Parallèlement, la plupart des décisions en matière de production et de consommation alimentaires se prennent encore au niveau local et, grâce au projet LiveWell for LIFE, nous avons été témoins de l'énergie déployée par les collectivités locales désireuses d'agir. Les États membres de l'UE doivent faire bon usage de ces dynamismes et veiller à ce qu'ils soient employés en faveur d'objectifs internationaux en matière de développement, de santé, de nutrition, et de durabilité environnementale.



7. Veiller à un cadre politique favorable et cohésif : les gouvernements devraient mettre en place des mesures politiques pour soutenir l'action éclairée de l'ensemble des parties prenantes et assurer le suivi de leurs progrès. La CE devrait mettre à profit ses plateformes existantes afin d'échanger les meilleures pratiques entre les États membres et les autres parties prenantes. Les indicateurs actuels pourraient permettre de mieux savoir si la tendance est vraiment à la transition vers des régimes alimentaires plus équilibrés et plus durables. Les cibles communes devraient soutenir l'accent placé sur les objectifs communs et leur efficacité. Les fonds consacrés à la recherche devraient être employés de manière stratégique, par exemple pour encourager une meilleure consommation plus faible de protéines en Europe.



8. Veiller à la responsabilisation de la chaîne alimentaire : l'industrie peut être un partenaire de premier plan et encourager davantage les régimes alimentaires équilibrés et durables. Les engagements volontaires devraient être étayés par des cibles réalistes. Si celles-ci ne sont pas atteintes, les gouvernements doivent se tenir prêts à intervenir par le biais de réglementations. Nos parties prenantes nous ont dit qu'un grand nombre d'entreprises souhaitent voir des certitudes réglementaires sur la durabilité de l'alimentation, y compris les régimes alimentaires durables⁹⁰. Les acteurs de la chaîne alimentaire, les gouvernements et l'UE devraient convenir de plans d'action sur l'alimentation durable et en évaluer régulièrement les progrès.



ENFIN, CHACUN DE NOUS DOIT AMÉLIORER CONTINUELLEMENT SES PROPRES CHOIX ALIMENTAIRES ET AIDER LES AUTRES À FAIRE DE MÊME. LE PROJET LIVEWELL A PROUVÉ QU'EN ADOPTANT UNE APPROCHE POSITIVE ET INCLUSIVE, CELA POURRAIT ÊTRE PLUS FACILE QUE L'ON CROIT. IL EST À PRÉSENT NÉCESSAIRE D'INSTAURER UNE VOLONTÉ POLITIQUE D'APPORTER DES CHANGEMENTS SYSTÉMIQUES AFIN DE GARANTIR L'ADOPTION DE RÉGIMES ALIMENTAIRES DURABLES À GRANDE ÉCHELLE.

⁹¹ Pour consulter deux bons exemples, voir les travaux du Conseil mondial des entreprises pour le développement durable (WBCSD) présentés par son président Peter Bakker à l'occasion du Forum alimentaire de Stockholm EAT 2013 : <http://www.eatforum.org/eat-talk/961/> et la récente déclaration des parties prenantes de la chaîne alimentaire européenne intitulée *Actions towards a more sustainable European food chain* (mesures vers une chaîne alimentaire européenne plus durable). <http://www.fooddrinkurope.eu/news/position/europes-food-chain-partners-publish-joint-declaration-on-the-sustainability/>

ANNEXE 1

SYNTHÈSE DES RECOMMANDATIONS EN MATIÈRE DE POLITIQUES VISANT À ENCOURAGER DES CHOIX ALIMENTAIRES PLUS DURABLES

En juillet 2013, l'Institut pour une politique européenne de l'environnement (IPEE) et Bxl-law ont présenté les conclusions de leur étude sur l'identification des options de politiques clés de l'UE qui sont disponibles pour encourager des régimes alimentaires plus équilibrés et plus durables. Le rapport est un mélange d'études documentaires, d'entretiens approfondis d'experts et d'un atelier auquel ont participé un petit nombre de parties prenantes clés. Le rapport de conclusion examine treize domaines de politiques. Il aborde les manières de soutenir des choix plus éclairés ainsi que d'influencer l'environnement du marché. Le rapport énonce également les outils de politiques qui sont nécessaires à l'appui de ces décisions.

Le tableau ci-dessous présente 21 recommandations de politiques, leurs implications sur le plan juridique et la direction compétente de la CE.

Domaine de politique	Recommandation de politique
Campagnes promotionnelles et sensibilisation du grand public	<p>Pour sous-tendre et justifier toutes les autres recommandations de politiques, des outils d'informations pourraient être élaborés afin de diffuser les connaissances sur l'impact carbone de l'alimentation :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Des journées/semaines « sans viande » pourraient être introduites dans les cantines des institutions de l'UE pour montrer le coût environnemental de la production intensive de viande. • Sensibilisation à la durabilité des ressources halieutiques au sein de l'UE. La Direction générale des affaires maritimes et de la pêche (DG Mare) pourrait créer un site internet et une application mobile afin de fournir une source d'informations facilement accessible aux consommateurs sur la durabilité des différents types de poissons en fonction du lieu de la prise et des méthodes de pêche utilisées. Des renseignements plus détaillés pourraient comprendre les exigences des différents labels de certification, les pêches qui sont fermées à tout moment de l'année, la durabilité des différentes méthodes de pêche et un complément d'information sur les pratiques qui sont légales et celles qui ne le sont pas. • Mesures de marketing du Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP) : afin de fournir plus de conseils aux États membres sur la façon de mettre à profit ces mesures, et les encourager à se servir des fonds pour faire la promotion des poissons issus de la pêche durable et un éventail plus large de poissons, y compris des espèces moins connues.
Empreintes écologiques	<p>Soutenir les propositions de la Commission visant à créer un marché unique des produits verts (COM(2013)196), une empreinte écologique des produits (EEP) et des règles spécifiques des catégories de produits relatives à l'empreinte carbone des produits (PCR-ECP).</p>

Domaine de politique	Recommandation de politique
Marchés publics écologiques	<p>Pour encourager une transition vers des régimes alimentaires durables par le biais des marchés publics écologiques, trois principaux domaines pourraient être modifiés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Modifier les critères essentiels et complets sur lesquels les marchés publics écologiques sont évalués afin d'y inclure un ensemble de critères plus vaste qui reflètent la durabilité. • Modifier les documents d'orientation pour aider à la mise en œuvre des marchés publics écologiques et la mallette de formation pour inclure plus de références aux activités positives de gestion environnementale par les agriculteurs et les sylviculteurs de l'UE. • Intégrer la mise en œuvre de la politique relative aux marchés publics écologiques dans la procédure de fonctionnement de base des principales organisations institutionnelles de l'UE pour faire montre de leadership et d'un engagement dans ce domaine et prouver l'efficacité de la politique relative aux marchés publics écologiques.
Tarification de l'eau	<p>Poursuivre les mesures d'application visant à la conformité avec l'article 9 de la directive-cadre sur l'eau. Faire appliquer les conditionnalités ex-ante relatives à la tarification de l'eau pour le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et les Fonds structurels de sorte que le financement ne soit pas accordé si les bonnes mesures de tarification de l'eau ne sont pas en place. Soutenir les efforts de la Commission visant à améliorer la méthodologie pour un programme de recouvrement des coûts adéquat qui comprend les coûts environnementaux.</p>
Éducation	<p>Élaborer et mettre en œuvre un modèle pour les cours sur l'alimentation, la nutrition et l'environnement dans le cadre du programme scolaire, y compris des approches pédagogiques plus pratiques et dynamiques telles que la conception de fermes ou jardins pour enseigner aux enfants la biodiversité et une alimentation saine.</p> <p>Améliorer la dimension du Programme européen en faveur de la consommation de fruits à l'école :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Inclure des critères de santé et de développement durable dans les règles concernant la manière dont les États membres s'approvisionnent en fruits, et les types de produits qui remplissent les conditions nécessaires pour bénéficier d'un financement. • Donner des conseils sur l'intégration des aspects santé et durabilité à toutes les autres mesures utilisées pour garantir le succès de leur programme.
Ventes (locales) directes depuis les exploitations agricoles	<p>Veiller à ce que la durabilité soit incluse dans les critères du projet de mention facultative de qualité « product from my farm » (« produit de ma ferme »), de sorte que les ventes à la ferme puissent montrer comment les ventes locales et les chaînes d'approvisionnement alimentaires courtes réduisent l'empreinte carbone de nos aliments.</p>
Élaboration de systèmes de certification de la durabilité	<p>L'UE devrait continuer à soutenir activement les initiatives de l'industrie et des parties prenantes visant à développer des systèmes de certification durable pour les produits qui ont une forte empreinte écologique, tels que ceux qui sont déjà en cours (par exemple la Table ronde pour une huile de palme durable, la Table ronde pour un soja durable, et la Table ronde mondiale pour la viande bovine durable).</p>

Domaine de politique	Recommandation de politique
Politique agricole commune (PAC)	<p>Veiller à ce que les règlements de mise en œuvre et les actes délégués soient rédigés d'une manière qui garantisse des résultats durables, en mettant en place des mécanismes de protection pour éviter les activités préjudiciables à l'environnement.</p> <p>Cela devrait encourager les États membres à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Se servir du mécanisme pour transférer des fonds du premier au deuxième pilier. • Décourager les transferts de fonds du deuxième au premier pilier. • Influencer la conception et la livraison du financement du deuxième pilier pour soutenir la production durable ainsi qu'orienter les activités de commercialisation et d'information vers la durabilité. Il faudrait faire la promotion de l'approche dite « Leader » (« Liaisons entre actions de développement de l'économie rurale ») afin de mettre au point des activités sur les régimes et l'alimentation équilibrés et durables à l'initiative de la communauté. • Veiller à ce que la conditionnalité, l'écologisation du premier pilier et le pilier 2, soit mise en œuvre de façon cohérente, avec efficacité et efficience.
Politique commune de la pêche	<p>Rédiger les règlements de mise en œuvre et les actes délégués pour garantir des résultats durables. Inclure des mécanismes de protection pour éviter les activités ou résultats préjudiciables à l'environnement.</p> <p>Cela devrait encourager les États membres à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Établir le total admissible des prises à des niveaux qui vont produire des stocks à des niveaux supérieurs au rendement maximal durable et, dans le cas de mauvaises données, suivre l'approche de précaution à la fixation des taux d'exploitation. • Mettre en œuvre l'interdiction des rejets tout en s'efforçant de réduire les prises non désirées en privilégiant les méthodes de pêche sélectives et en attribuant des quotas afin de refléter la composition des prises prévues d'espèces dans les pêches. <p>Influencer la conception et la prestation du Fonds maritime et de la pêche européenne (FEAMP) pour soutenir la production durable ainsi que l'utilisation de mesures de commercialisation des produits ou autres mesures de type information qui seront axées sur le développement durable et pour promouvoir les activités communautaires en matière de régimes alimentaires équilibrés et durables.</p>
Étiquetage relatif aux tailles des portions recommandées	<p>Réviser les directives 76/211/CEE, 2007/45/CE et 2009/34/CE dans l'intention d'élaborer des critères pour l'établissement des tailles des portions. Établir des détails supplémentaires pour certains types de produits alimentaires (article 10 du règlement 1169/2011) en ajoutant une catégorie 7 à l'Annexe III du règlement 1169/2011 par acte délégué.</p> <p>Il s'agit là d'une proposition entièrement nouvelle, qui nécessite une impulsion politique, l'évaluation de l'impact et des travaux législatifs (en cas d'impossibilité de recourir à l'acte délégué).</p>

Domaine de politique	Recommandation de politique
Taxes sur les aliments (taxes d'accise - taxes à la consommation)	<p>La CE devrait soutenir activement le développement de taxes sur ces aliments non durables et mauvais pour la santé, par exemple par le truchement de déclarations pertinentes dans le Semestre européen. Elle pourrait aussi promouvoir les avantages découlant de l'hypothèque des revenus pour aider à encourager des habitudes alimentaires durables et équilibrées. Cela pourrait se faire en finançant des activités de sensibilisation, des campagnes sanitaires, des activités de remise en forme, etc.</p> <p>La CE pourrait aussi considérer l'avantage de l'introduction d'une obligation relative à la taxation des aliments malsains et non durables ou de certains ingrédients alimentaires, à l'échelle de toute l'UE, tant que l'article 113 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) le permet.</p> <p>Elle pourrait soutenir la recherche pour développer une solide méthodologie pour l'application d'une taxe carbone à différents types d'aliments, en particulier à la viande.</p>
Réduction de la TVA (aliments/entrées/eau)	<p>Se servir des taux de TVA réduits pour les aliments durables comme d'un outil pour permettre l'achat des aliments équilibrés et durables à un prix abordable pour tous les Européens, y compris les nécessiteux. Éliminer progressivement les taux réduits de l'approvisionnement et de la distribution d'eau (cette mesure ne s'applique pas à l'eau potable des ménages). Éliminer progressivement les taux réduits de TVA pour les engrais et les pesticides chimiques. Maintenir ces taux pour les engrais et les pesticides non chimiques ou biologiques.</p>
Publicité à la télévision	<p>Modifier les restrictions qui sont imposées sur la publicité pour les aliments et les boissons dans les programmes destinés aux enfants et inclure des critères de prévention dans les publicités en faveur des choix alimentaires ou de modes de vie durables pour les enfants et les autres consommateurs vulnérables.</p>
Revendications environnementales concernant les aliments	<p>Établir des critères pour les revendications écologiques fondées concernant les aliments et définir les régimes durables dans une version modifiée de la communication de 2009 sur les consignes en matière de pratiques commerciales déloyales. Celles-ci font actuellement l'objet d'un examen, en attente d'un nouveau sujet pour les consignes.</p>
Financement de la promotion des produits de la ferme de l'UE (mesures de marché de la PAC)	<p>Inciter à l'inclusion de critères de durabilité et de santé dans le cadre du processus d'approbation des demandes de financement des États membres afin de cesser le financement des produits qui ne sont pas durables et de mettre davantage l'accent sur ceux qui le sont.</p>
Suivi des prix des denrées alimentaires durables	<p>Élargir la portée de l'Instrument européen de surveillance des prix des denrées alimentaires pour recueillir des données sur les prix de détail des aliments durables et non durables.</p>

Domaine de politique	Recommandation de politique
Déclaration non financière	<p>S'assurer que les informations autres que financières communiquées par les entreprises dans le cadre des nouvelles règles sont mises à la disposition du public sous une forme accessible et facile à comprendre. Les citoyens de l'UE devraient être en mesure de trouver facilement les informations, et les données devraient être classées pour en permettre une analyse constructive, par exemple par secteur.</p> <p>Élaborer des critères et des indicateurs environnementaux dont les entreprises doivent rendre compte, par exemple, l'empreinte carbone. Les entreprises doivent fournir des informations sur la façon dont elles envisagent d'améliorer leurs performances à l'avenir.</p>
Nouveaux aliments	<p>Mettre à profit la révision envisagée du règlement sur les nouveaux aliments dans l'intention de promouvoir en particulier les aliments à base de plantes et les insectes, source de protéines à faible bilan carbone.</p>
Étiquetage des denrées alimentaires	<p>Étendre l'Écolabel aux aliments une fois que des critères auront été établis pour identifier les denrées alimentaires durables et à faible bilan carbone. Deux options sont envisageables pour parvenir à ce résultat :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Identifier des critères d'après lesquels évaluer tous les régimes de certification mis en œuvre dans les 28 États membres de l'UE et fournir une sélection de ceux qui pourraient se voir décerner l'Écolabel. 2. Mettre à profit les travaux de l'Empreinte écologique des produits (EEP) en rapport aux aliments pour déterminer ces denrées alimentaires qui sont suffisamment écologiques pour bénéficier de l'Écolabel.
	<p>En vertu du Règlement 1151/2012 relatif aux systèmes de qualité applicables aux produits agricoles et aux denrées alimentaires :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Mettre au point des critères pour veiller à ce que tous les systèmes d'étiquetage de la qualité adhèrent également à un ensemble de critères de durabilité. 2. Fournir des systèmes agricoles bénéfiques pour l'environnement avec une certaine forme d'identification par le biais de ce règlement, les systèmes agricoles à forte valeur naturelle par exemple, comme mentionné dans la Communication de la Commission en 2009 sur la politique en matière de qualité des produits agricoles (COM (2009) 234).
Restrictions sur le commerce international	<p>S'appuyer sur les résultats des recherches en cours pour examiner les moyens d'utiliser la politique commerciale pour limiter ces produits sur le marché de l'UE qui ont une forte empreinte écologique, en particulier ceux qui ont été produits en détruisant l'habitat naturel.</p>
Contrôle des prix	<p>Les États membres peuvent être encouragés à fixer des limites de prix, des prix minimums et des seuils de prix par rapport à certains produits, tant qu'ils ne font pas preuve de discrimination à l'encontre des biens importés depuis d'autres États membres.</p> <p>Cela suggère une intervention massive sur la manière de fixer les prix. Une telle mesure va à l'encontre de l'orthodoxie des marchés et, si elle est mise en œuvre, sera contestée devant les tribunaux des États membres et, en fin de compte, la Cour de justice de l'Union européenne, comme cela a déjà été le cas en Écosse pour l'alcool.</p>

REFERENCES

ARC2020. (2012) "Action plan" to improve organic production in Denmark. [Online], Available at: <http://www.arc2020.eu/front/2012/06/%E2%80%9Daction-plan%E2%80%9D-to-improve-organic-production-in-denmark/> (Accessed: 13 October 2014).

Barilla Center for Food and Nutrition. (2012) Double Pyramid 2012: enabling sustainable food choices [Online], Parma, Italy, BCFN, Available at: <http://www.barillacfn.com/en/position-paper/buono-per-te-sostenibile-per-pianeta-modello-doppia-piramide/> (Accessed 01 October 2014).

Barilla Centre for Food & Nutrition. (2012) Eating in 2030: trends and perspectives [Online], Parma, Italy, BCFN, Available at <http://www.barillacfn.com/en/position-paper/eating-in-2030-trends-perspectives> (Accessed 15 October 2014).

Centro de Investigaciones Sociológicas, (2014). Barómetro de mayo 2014. Avance de resultados, Estudio nº 3024, mayo 2014 [Online], Madrid, Spain, Available at: http://datos.cis.es/pdf/Es3024mar_A.pdf (Accessed 1 October 2014).

EUR-Lex. (2009) Council conclusions of 12 May 2009 on a strategic framework for European cooperation in education and training ('ET 2020') [Online], Official Journal of the European Union, no.2009/C 119/02, Brussels, Belgium, Available at: [http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=CELEX:52009XG0528\(01\)&from=EN](http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=CELEX:52009XG0528(01)&from=EN) (Accessed 16 October 2014).

Council of the European Union. (2010) Council conclusions on education for sustainable development, 3046th EDUCATION, YOUTH, CULTURE and SPORT Council meeting, Brussels, 18 and 19 November 2010 [Online], Brussels, Belgium, Council of the European Union, Available at: http://consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/en/educ/117855.pdf (Accessed 16 October 2014).

Darnerud, P. and Ilbäck, N. (2014) Colorectal cancer-incidence in relation to consumption of red and processed meat [Online], Uppsala, Sweden, National Food Agency Sweden, Available at: http://www.slv.se/upload/dokument/rapporter/2014_livsmedelverket_3_cancer_red_processed_meat.pdf (Accessed 5 November 2014).

Department for Environment, Food & Rural Affairs. (2011) Attitudes and Behaviours around Sustainable Food Purchasing [Online], London, UK, Department for Environment, Food & Rural Affairs, SERP 1011/10, Available at: https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/137733/defra-stats-foodfarm-food-attitudes-report-110406-mainreport.pdf (Accessed 20 October 2014).

Department for Environment, Food & Rural Affairs. (2013) Sustainable consumption report: Follow-up to the Green Food Project [Online], London, UK, Department for Environment, Food & Rural Affairs, Available at: <https://www.gov.uk/government/publications/sustainable-consumption-report-follow-up-to-the-green-food-project> (Accessed 20 October 2014).

Dutch Environment Assessment Agency. (2013) De Macht van Het Menu [Online], The Hague, the Netherlands, Dutch Environment Assessment Agency, Available at: http://www.pbl.nl/sites/default/files/cms/publicaties/PBL_2013_De_macht_van_het_menu_792.pdf (Accessed on 19 October 2014).

Eating Better (2014) Local and community supporting organisations [Online], Available at <http://www.eating-better.org/about/local-and-community-supporters.html> (Accessed on 23 October 2014).

European Food Safety Authority. (2014) Dietary reference values and dietary guidelines [Online], Available at: <http://www.efsa.europa.eu/en/topics/topic/drv.htm> (Accessed on 20 October 2014).

European Commission. (2008) EU GPP Criteria. [Online], Brussels, Belgium, European Commission, Available at: http://ec.europa.eu/environment/gpp/eu_gpp_criteria_en.htm (Accessed: 13 October 2014).

European Commission. (2011) Buying Green! A handbook on Green Public Procurement 2nd edition [Online], Luxembourg, Publications Office of the European Union, Available at: http://ec.europa.eu/environment/gpp/buying_handbook_en.htm (Accessed 13 October 2014).

European Commission. (2011) COM/2011/0571 final. Roadmap to a Resource Efficient Europe [Online], Brussels, Belgium, European Commission, Available at: <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX:52011DC0571> (Accessed 14 October 2014).

European Commission. (2011) COM(2011) 571 Roadmap to a Resource Efficient Europe [Online], Brussels, Belgium, European Commission, Available at: http://ec.europa.eu/environment/resource_efficiency/about/roadmap/index_en.htm (Accessed 14 October 2014).

European Commission. (2011) COM/2011/0244 final: Our life insurance, our natural capital: an EU biodiversity strategy to 2020 [Online], Brussels, Belgium, European Commission, Available at: <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX:52011DC0244> (Accessed 15 October 2014).

European Commission. (2012) Special Eurobarometer 389, Europeans' Attitudes Towards Food Security, Food Quality and the Countryside [Online], Brussels, Belgium, European Commission, Available at http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/ebs/ebs_389_en.pdf (Accessed 17 October 2014).

European Commission. (2012) Roadmap for moving to a low-carbon economy in 2050 [Online], Brussels, Belgium, EC, Available at: http://ec.europa.eu/clima/policies/roadmap/studies_en.htm (Accessed 21 October 2014).

European Commission (2013) Flash Eurobarometer 367, Attitudes of Europeans towards building the single market for green products [Online], Brussels, Belgium, European Commission, Available at: http://ec.europa.eu/public_opinion/flash/fl_367_en.pdf (Accessed on 23 October 2014).

European Commission. (2014) Sustainable food [Online], Available at: <http://ec.europa.eu/environment/eusd/food.htm> (Accessed 13 October 2014).

European Commission. (2014) Strategy on nutrition, overweight and obesity-related health issues. [Online], Brussels, Belgium, European Commission, Available at: http://ec.europa.eu/health/nutrition_physical_activity/policy/strategy_en.htm (Accessed 10 October 2014).

European Commission. (2014) Implementation progress report of the Strategy for Europe on nutrition, overweight and obesity related health issues [Online], Brussels, Belgium, European Commission, Available at: http://ec.europa.eu/health/nutrition_physical_activity/policy/implementation_report_en.htm (Accessed 10 October 2014).

European Commission. (2014) Food Quality Certification Schemes [Online], Brussels, Belgium, European Commission, Available at http://ec.europa.eu/agriculture/quality/certification/index_en.htm (Accessed 25 October 2014).

European Commission. (2014) EU Action Plan on Childhood Obesity 2014-2020 [Online], Brussels, Belgium, European Commission, Available at: http://ec.europa.eu/health/nutrition_physical_activity/docs/childhoodobesity_actionplan_2014_2020_en.pdf (Accessed 28 October 2014).

European Commission. (2010) Green Public Procurement [Online], Brussels, Belgium, European Commission, Available at: <http://ec.europa.eu/environment/gpp/pdf/brochure.pdf> (Accessed 15 October 2014).

EU Food Sense. (2013) Background [Online], Available at: <http://www.eufoodsense.com/background/4581192649> (Accessed 7 October 2014).

Eur-Lex. (1998) Case C-210/96 – Gut Springenheide [Online], Strasbourg, France, European Court, Available at: <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX:61996CJ0210> (Accessed October 2014).

European Union. (2014) The European Union explained: Budget [Online], Luxembourg, Publications Office of the European Union, Available at: http://europa.eu/pol/financ/index_en.htm (Accessed 29 October 2014).

European Parliament Legislative Observatory. (2013) European gastronomic heritage: cultural and educational aspects [Online], Brussels, Belgium, EP, Available at: [http://www.europarl.europa.eu/oeil/popups/ficheprocedure.do?lang=en&reference=2013/2181\(INI\)#keyEvents](http://www.europarl.europa.eu/oeil/popups/ficheprocedure.do?lang=en&reference=2013/2181(INI)#keyEvents) (Accessed 04 October 2014).

- European Parliament. (2014) European Parliament's Sustainable Food Conference [Video clip], [Online], Available at: <http://www.europarl.europa.eu/ep-live/en/other-events/video?event=20140402-0900-SPECIAL-UNKN> (Accessed 13 October 2014).
- Faber, J. et al. (2012) Behavioural Climate Change Mitigation Options [Online], Delft, the Netherlands, CE Delft, Available at: http://ec.europa.eu/clima/policies/roadmap/docs/food_report_en.pdf (Accessed 11 October 2014).
- Fogelberg, C. L. (2008) Towards environmentally sound dietary guidelines – scientific basis for environmental assessment of the Swedish national food agency's dietary guidelines [Online], Uppsala, Sweden, Ideon, Agro Food, Available at: <http://www.slv.se/en-gb/Group1/Food-and-environment/Eco-smart-food-choices/> (Accessed 5 November 2014).
- FoodLinks. (2013) Revaluing public sector food procurement in Europe: an action plan for sustainability [Online], the Netherlands, Wageningen University, Foodlinks Project, Available at http://www.foodlinkscommunity.net/fileadmin/documents_organicresearch/foodlinks/publications/Foodlinks_report_low.pdf (Accessed 5 November 2014).
- Food and Agriculture Organization of the United Nations. (2010) Sustainable diets and Biodiversity, Directions and solutions for policy, research and actions. Proceedings of the International Scientific Symposium Biodiversity and sustainable diets united against hunger. [Online], Rome, Italy, Food and Agriculture Organization of the United Nations, Available at <http://www.fao.org/docrep/016/i3004e/i3004e.pdf> (Accessed 5 November 2014).
- Food and Agriculture Organization of the United Nations. (2014) Global initiative on food loss and waste reduction [Online], Rome, Italy, Food and Agriculture Organization of the United Nations, Available at <http://www.fao.org/3/a-i4068e.pdf> (Accessed 5 November 2014).
- Food and Agriculture Organization of the United Nations, International Fund for Agricultural Development and World Food Programme. (2014) The state of food insecurity in the world. Strengthening the enabling environment for food security and nutrition [Online], Rome, Italy, Food and Agriculture Organization of the United Nations, Available at <http://www.fao.org/3/a-i4030e.pdf> (Accessed 23 October 2014).
- FoodDrinkEurope. (2014) Europe's food chain partners publish joint declaration on the sustainability of food systems, [Online] Available at: <http://www.fooddrinkeurope.eu/S=0/news/position/europes-food-chain-partners-publish-joint-declaration-on-the-sustainability/> (Accessed 5 November 2014).
- Foresight. (2011) Future of food and farming: final project report [Online], London, UK, Government Office for Science, Available at: <https://www.gov.uk/government/publications/future-of-food-and-farming> (Accessed 5 November 2014).
- French Government. (2013) Table ronde n°5, éducation à l'environnement et au développement durable, Document de travail [Online], Paris, France, French Government, Available at: http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/Conf_envi_2013_Fiche_Table-Ronde_No5.pdf (Accessed 23 October 2014).
- Esnouf, C. et al. (2011) duALIne – durabilité de l'alimentation face à de nouveaux enjeux [Online], France, INRAD and CIRAD, Available at: <http://www.cirad.fr/en/publications-resources/publishing/studies-and-documents/dualine> (Accessed 5 November 2014).
- Etiévant, P. et al. (2010) Les comportements alimentaires. Quels en sont les déterminants? Quelles actions, pour quels effets? [Online], France, INRAD, Available at: <http://www6.paris.inra.fr/depe/Projets/Les-comportements-alimentaires> (Accessed 5 November 2014).
- Health Council of the Netherlands. (2011) Guidelines for a healthy diet: the ecological perspective [Online], The Hague, the Netherlands, Health Council of the Netherlands, Available at: <http://www.gezondheidsraad.nl/en/publications/healthy-nutrition/guidelines-healthy-diet-ecological-perspective> (Accessed 5 November 2014).
- IKEA. (2013) IKEA [Online], Available at: http://www.ikea.com/ms/en_GB/about-the-ikea-group/people-and-planet/energy-and-resources/ (Accessed 22 October 2014).

- IKEA. (2014) Corporate news, IKEA meatballs and sustainability, [Online], Available at: http://www.ikea.com/us/en/about_ikea/newsitem/042214-meatballs-sustainability (Accessed 22 October 2014).
- Intergovernmental Panel on Climate Change. (2014) Climate change 2014 – Mitigation of climate change, [Online], Available at <http://www.ipcc.ch/report/ar5/wg3/> (Accessed 10 October 2014).
- Kaukewitsch ,R. (2013) EU Green Public Procurement Policy[Online], Brussels, Belgium, European Commission Environment Directorate-General Webinar Organising GPP internally 'How to get it right', Available at http://ec.europa.eu/environment/gpp/pdf/26_11_2013/Organising%20GPP%20internally%20DG%20ENV.pdf (Accessed 13 October 2014).
- LiveWell for LIFE. (2012) A balance of healthy and sustainable food choices for France, Spain, and Sweden [Online], Godalming, UK, WWF-UK, Available at: <http://livewellforlife.eu/wp-content/uploads/2013/02/A-balance-of-healthy-and-sustainable-food-choices.pdf> (Accessed 5 November 2014).
- LiveWell for LIFE. (2013) Adopting healthy, sustainable diets: key opportunities and barriers [Online], Woking, UK, WWF-UK, Available at: <http://livewellforlife.eu/wp-content/uploads/2013/05/Adopting-healthy-sustainable-diets-report.pdf> (Accessed 19 October 2014).
- LiveWell for LIFE. (2014) Value your food conference [Online], Available at: <http://livewellforlife.eu/value-your-food-conference> (Accessed 19 October 2014).
- Løes, A.K. et al. (2011) Innovative public organic food procurement for youth (iPOPY) [Online], Tingvoll, Norway, Bioforsk Organic Food and Farming, Available at: https://djfextranet.agrsci.dk/sites/coreorganic_ipopy/public/Documents/iPOPY_final%20report.pdf (Accessed 5 November 2014).
- Macdiarmid, J. et al. (2011) LiveWell: a balance of healthy and sustainable food choices [Online], Godalming, UK, WWF-UK, Available at: http://assets.wwf.org.uk/downloads/livewell_report_jan11.pdf (Accessed 5 October 2014).
- Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie. (2014) Display of the environmental footprint of products: French developments [Online], Available at <http://www.developpement-durable.gouv.fr/Product-Environmental-Footprint.html> (Accessed 10 October 2014).
- Molden, D. (2007) Water for food Water for life, A comprehensive Assessment of Water Management in Agriculture [Online], London, UK, Routledge, Available at <http://www.routledge.com/books/details/9781844073962/> (Accessed 15 October 2014).
- Nordic Council of Ministers. (2014) Nordic Nutrition Recommendations 2012: Integrating nutrition and physical activity [Online], Copenhagen, Denmark, Nordic Council of Ministers, Available at: <http://www.norden.org/en/theme/nordic-nutrition-recommendation> (Accessed 5 November 2014).
- Regeringskansliet. (2008) Sweden – the culinary nation [Online], Sweden, Ministry of Agriculture, Available at: <http://www.regeringen.se/content/1/c6/10/93/16/3e24ad40.pdf> (Accessed 22 October 2014).
- Rio+20. United Nations Conference on Sustainable Development (2012) The Future We Want [Online] Rio de Janeiro, Brazil, Rio+20 United Nations Conference on Sustainable Development, Available at: <http://www.uncsd2012.org/content/documents/727The%20Future%20We%20Want%2019%20June%201230pm.pdf> (Last accessed 22 October 2014).
- Rockström, J. (2009) 'A safe operating space for humanity', Nature, vol. 461, pp 472-475.
- Schössler, H. and Hedlund-De Witt, A. (2012) Sustainable protein consumption and cultural innovation – what business, organisations, and governments can learn from sustainable food trends in Europe and the United States, [Online], Amsterdam, the Netherlands, IVM, Institute for Environmental Studies, Available at: http://www.ivm.vu.nl/en/Images/Sustainable%20protein%20consumption%20and%20cultural%20innovation_tcm53-263438.pdf (Accessed 5 November 2014).

Sonigo, P. et al. (2012) Policies to encourage sustainable consumption, [Online], Brussels, Belgium, European Commission (DG ENV), Final report 2012-061, Available at http://ec.europa.eu/environment/eussd/pdf/report_22082012.pdf (Accessed 05 November 2014)

Storcksdieck genannt Bonsmann, S., Kardakis, T., Wollgast, J., Nelson, M. and Caldeira, S. (2014) Mapping of National School Food Policies across the EU28 plus Norway and Switzerland [Online], Ispra, Italy, European Commission Joint Research Centre, Available at: <https://ec.europa.eu/jrc/sites/default/files/lbna26651enn.pdf> (Accessed 17 October 2014).

The Stakeholder Dialogue Group on Food Sustainability. (2014) Actions towards a more sustainable European Food chain, [Online], Brussels, Belgium, FoodDrinkEurope, Available at: http://www.fooddrinkeuropa.eu/uploads/press-releases_documents/Declaration_Sustainability_of_Food_System.pdf (Accessed 5 October 2014).

The Swedish Environmental Management Council. (2014) SEMCO Procurement criteria – food. [Online], Available at: <http://www.msr.se/en/Home/Procurement/SEMCO-Procurement-criteria/Food/> (Accessed 13 October 2014).

TNS Opinion & Social. (2012) Special Eurobarometer 389. Europeans' attitudes towards food security, food quality and the countryside [Online], Brussels, Belgium, European Commission, Directorate-General for Communication, Available at: http://ec.europa.eu/agriculture/survey/2012/389_en.pdf [last accessed October 2014]. (Accessed 5 November 2014).

UNESCO. (2010) Gastronomic Meal of the French [Online], Available at: <http://www.unesco.org/culture/ich/index.php?RL=00437> (Accessed 27 October 2014).

UNESCO. (2013) Mediterranean diet, [Online], Available at: <http://www.unesco.org/culture/ich/RL/00884> (Accessed 27 October 2014).

United Nations Department of Economic and Social Affairs. (2004) World Population to 2300, New York, USA, United Nations, Available at: <http://www.un.org/esa/population/publications/longrange2/WorldPop2300final.pdf> (Accessed 14 October 2014).

Van Dooren, C. & Kramer, G. (2012) Food patterns and dietary recommendations in Spain, France and Sweden [Online], Woking, UK, Voedingscentrum & Blonk Milieu Advies, LiveWell for LIFE, Available at: http://livewellforlife.eu/wp-content/uploads/2012/04/LW_A4-Food-Rept_Update_final.pdf (Accessed 5 November 2014).

Vanham, D., Mekonnen, M. M. and Hoekstra, A. Y. (2013) 'The water footprint of the EU for different diets', Ecological Indicators, vol 32, [Online], Available at <http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S1470160X13000940> / (Accessed 5 November 2014).

Vieux, F. et al. (2013) 'High nutritional quality is not associated with low greenhouse gas emissions in self-selected diets of French adults', The American Journal of Clinical Nutrition, vol. 97, no. 3, pp. 569-583 [Online] Available at: <http://ajcn.nutrition.org/content/early/2013/01/30/ajcn.112.035105.abstract?sid=2aad825c-7b40-4a92-a198-2a6483ce1032> (Accessed 5 November 2014).

Westhoek, H. et al. (2011) The protein puzzle. The consumption and production of meat, dairy and fish in the European Union. The Hague: Dutch Environmental Assessment Agency (PBL).

Westhoek, H. et al. (2014) 'Food choices, health and environment: Effects of cutting Europe's meat and dairy intake', Global Environmental Change vol. 26, pp 196–205, [Online], Available at: <http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0959378014000338> (Accessed 5 November 2014)

Which? (2013) Rising food prices are hard to digest. Which? reveals rising food prices are a worry [Online], Available at: <http://www.which.co.uk/news/2013/09/rising-food-prices-are-hard-to-digest-334082/> (Accessed 5 November 2014).

Which? (2010) Making Sustainable Food Choices Easier [Online]. London, UK, Which?

Available at: <http://www.which.co.uk/documents/pdf/making-sustainable-food-choices-easier-which-report-231317.pdf> (Accessed 5 November 2014).

World Business Council for Sustainable Development. (2014) Opportunities for large business alliances to affect transformative change in food systems, presented by WBCSD President Peter Bakker [Video], Available at <http://www.eatforum.org/eat-talk/961/> (Accessed 5 November 2014).

World Health Organization. (2013) Media Centre, Fact sheet N°312 Diabetes [Online], Available at: <http://www.who.int/mediacentre/factsheets/fs312/en/> (Accessed 12 October 2014).

World Health Organization (2014) Media Centre, Fact sheet N°311 Obesity and overweight, [Online], Available at: <http://www.who.int/mediacentre/factsheets/fs311/en/> (Accessed 12 October 2014).

Quelques statistiques concernant LiveWell

2,6 PLANÈTES

Si tout le monde vivait comme un Européen moyen, nous aurions besoin de 2,6 planètes pour maintenir un tel modèle de consommation.

46 %

La consommation de produits d'origine animale représente 46 % de la consommation totale d'eau de l'UE.

50 %

Selon les estimations, la moitié de la population européenne serait obèse ou en surpoids.

25 %

Le fait de suivre le régime alimentaire LiveWell peut nous aider à réduire de 25 % les émissions de gaz à effet de serre produites par la chaîne d'approvisionnement alimentaire de l'UE.



LiveWell for LIFE

🖱 livewellforlife.eu

✉ infolivewell@wwf.org.uk

🐦 @LiveWellFood



Le projet est financé grâce à la contribution du Programme LIFE+ pour l'environnement de l'UE.

Pour tout complément d'information sur les partenaires du projet, merci de contacter :

WWF UK

The Living Planet Centre
Rufford House, Brewery Road
Woking, Surrey GU21 4LL
Royaume-Uni
T : + 44(0)1483 426444
infolivewell@wwf.org.uk
www.wwf.org.uk

WWF, Bureau des politiques européennes

168 avenue de Tervuren 3e étage
1150 Bruxelles, Belgique
T : +32 (0)2 743 88 00
wwf-epo@wwf.eu
www.wwf.eu

Les amis de l'Europe

Rue de la Science 4, 1000 Bruxelles,
Belgique
T : +32 (0)2 8939813
info@friendsofeurope.org
www.friendsofeurope.org